



X·TERRA

RESOURCES INC.

RAPPORT ANNUEL

ANNUAL REPORT

2016



POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2016
(une société au stade d'exploration / an exploration stage company)

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion des résultats d'opération et de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. (la « **Société** » ou « **X-Terra** ») est préparé en conformité avec le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il constitue un complément et un supplément aux états financiers consolidés de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 et il devrait être lu en parallèle avec ceux-ci. La Société prépare ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** »). Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été préparés conformément aux IFRS applicables à l'établissement des états financiers, incluant les chiffres comparatifs. À moins d'indication contraire, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers consolidés et autre information financière de la Société figurant dans le présent rapport de gestion.

Le conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé de trois administrateurs dont deux sont indépendants et ne sont pas membres de la direction. Le comité se réunit avec la direction et les auditeurs pour discuter des résultats d'opération et de la situation financière de la Société avant de formuler des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour qu'il examine et approuve leur envoi aux actionnaires. Suivant la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers et ce rapport de gestion de la Société le 28 avril 2017.

DATE

Ce rapport de gestion a été rédigé le 28 avril 2017.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

The following management's discussion & analysis ("MD&A") of the operating results and financial position of X-Terra Resources Inc. (the "**Corporation**" or "**X-Terra**") follows *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's consolidated financial statements and related notes for the year ended December 31, 2016 and should be read in conjunction therewith. The Corporation prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards ("**IFRS**"). The audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2016 have been prepared in accordance with IFRS applicable to the preparation of financial statements, including comparative figures. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the consolidated financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this MD&A.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board of Directors has appointed an Audit Committee composed of three directors, two of whom are independent and are not members of management. The Committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the Audit Committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements and this MD&A on April 28, 2017.

DATE

This MD&A is prepared as of April 28, 2017.

PERFORMANCE GLOBALE

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Ressources X-Terra Inc., une société d'exploration minière, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle a des intérêts dans des propriétés minières ainsi que 4 permis de gaz au stade d'exploration situé dans la province de Québec, au Canada.

La Société capitalise l'acquisition de propriétés et des dépenses d'exploration reliées aux propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles elle a un intérêt actif. Dans le cas où une de ces propriétés devient inactive ou s'avère non rentable, elle est radiée. Toute référence aux « propriétés » dans ce document désigne toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société a acquis un intérêt ou elle peut acquérir un intérêt dans le futur.

La Société est un émetteur assujéti au Québec, en Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba et en Ontario et se transige sur la bourse de croissance TSX (« **TSX-V** ») sous le symbole XTT depuis le 3 juillet 2014.

La Société a complété un placement privé de 350 000 \$ en juillet 2016 ainsi qu'un autre de 457 500 \$ le 16 novembre 2016 pour finir l'année avec une encaisse de 515 084 \$. L'entente d'option d'acquisition de la propriété Véronneau a été un élément marquant puisque la Société a l'intention de mettre beaucoup d'énergie sur cette propriété. En octobre 2016, Michael Ferreira a été nommé à titre de nouveau président et chef de la direction de la Société en remplacement de Martin Dallaire suite à sa démission de ce poste. En janvier 2017 Michel Chapdelaine s'est joint au conseil d'administration de la Société. Le 14 février 2017, Martin Dallaire a démissionné de son poste de président du conseil d'administration et d'administrateur de la Société. La Société a dépensé seulement 70 419 \$ sur ses propriétés en 2016 mais entend être beaucoup plus agressive en 2017.

PROPRIÉTÉS

Propriété Lindsay (24 titres miniers)

Le projet de terres rares Lindsay détenu à 100 % par la Société est située à environ 125 kilomètres au sud de Rouyn-Noranda, Québec et à 70 kilomètres est-nord-est de North Bay, Ontario, le long de la frontière de la province, à mi-chemin entre le camp uranifère Elliot Lake et la ceinture aurifère de l'Abitibi, à l'intérieur du front de Greenville. Le projet se compose de 24 titres miniers dans le canton de Villedieu.

La propriété est comprise dans la formation de Kipawa qui est composée par des gneiss dérivés d'une séquence mature de roche métasédimentaire détritique et chimique qui a subi un métamorphisme au faciès amphibolite supérieur (Rive 1973b). Le complexe intrusif alcalin de Kipawa est situé juste au nord de la propriété et cette masse plutonique pourrait s'étendre vers le sud de la propriété. La composition et la texture du complexe est hétérogène. Trois principales unités internes sont présentes : Un faciès syénitique-monzonite, un faciès de gneiss mafique rubané et un faciès de granitique peralkaline. La découverte d'uranium et de minéralisation aurifère à Hunter's Point en 1957 a augmenté le niveau d'exploration d'uranium dans la région de Kipawa.

OVERALL PERFORMANCE

DESCRIPTION OF BUSINESS

X-Terra Resources Inc., an exploration stage company, is in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in mining properties as well as 4 shale gas permits at the exploration stage located in the province of Québec in Canada.

The Corporation capitalizes property acquisition and exploration expenses relating to mineral and oil and gas properties in which it has an active interest. In the event that such properties become inactive or prove uneconomic, they are written-off. Any reference in this document to "properties" means any mining resources and oil and gas properties in which the Corporation has earned or in the future may earn an interest.

The Corporation is a reporting issuer in Québec, British Columbia, Alberta, Manitoba and Ontario and is traded on the TSX Venture Exchange ("**TSX-V**"), under the symbol XTT since July 3, 2014.

The Corporation completed a \$350,000 private placement in July 2016 and another \$ 457,500 on November 16, 2016 to close the year with a cash balance of \$ 515,084. The option agreement to acquire the Veronneau property has been a significant element since the Corporation intends to put a lot of energy into this property. In October 2016, Michael Ferreira was appointed as new President and Chief Executive Officer of the Corporation in replacement of Martin Dallaire who resigned of such position. In January 2017, Michel Chapdelaine joined the Board of Directors of the Corporation. On February 14, 2017, Martin Dallaire resigned as Chairman of the Board of Directors and director of the Corporation. The Corporation spent only \$70,419 on its properties in 2016 but intends to be much more aggressive in 2017

PROPERTIES

Lindsay Property (24 mining claims)

The 100% owned Lindsay rare earth elements (REE) project is located approximately 125 kilometres south of Rouyn-Noranda, Quebec and 70 kilometres east-northeast of North Bay, Ontario, along the provincial border, halfway between the Elliot Lake uranium camp and the Abitibi gold belt, within the Grenville front. The project consists of 24 mining claims in the Villedieu Township.

The property is underlain by gneiss derived from a mature sequence of detrital and chemical metasedimentary rocks called the Kipawa formation that has been metamorphosed to upper amphibolite facies (Rive 1973b). The Kipawa alkaline intrusive complex is situated immediately north of the property and this plutonic mass could extend to the south of the property. The composition and texture of the complex is heterogeneous. Three principal internal units are present: a syenitic-monzonite facies; a banded mafic gneiss facies; and a peralkaline granite facies. The discovery of uranium and gold mineralization at Hunter's Point in 1957 increased uranium exploration in the Kipawa region.

De plus, un levé d'échantillonnage a été effectué par Mines Aurizon dans les régions considérées comme étant les plus favorables pour la minéralisation aurifère. Ce levé a défini quatre tendances de dispersion aurifère en utilisant l'analyse des concentrés de minéraux lourds. La dispersion aurifère en concentré de minéraux lourds située au nord-est est située directement au nord-ouest de la propriété et est clairement le long d'une structure géologique majeure dans une direction nord-ouest qui couvre la propriété en son centre. Les concentrés de minéraux lourds ont donné des résultats d'analyse de plus de 0,1 g/t d'or dans 27 % des échantillons, incluant des résultats de 1,3 g/t et 2,0 g/t. En avril 2012, la société Exploration Fieldex a communiqué des résultats encourageants de terres rares sur leur projet Lac Sairs. Ils ont foré 19,55 mètres à une teneur de 1,10 % de TREO+Y2O3 au nord de la propriété Lindsay. En 2010, un total de trois trous de forage totalisant 358 mètres a été effectué sur la propriété Lindsay. Plus de 110 échantillons ont été envoyés au laboratoire pour fins d'analyse; toutefois, aucun résultat économique n'a été obtenu suite à cette campagne de forage. La Société a complété un rapport technique 43-101 sur sa propriété de terres rares Lindsay. Le projet Lindsay est un projet de stade intermédiaire avec des indices historiques d'uranium et de terres rares avec du potentiel économique pour ces produits. La Société envisage une potentielle entente de partenariat pour ce projet.

Propriété Troilus East (92 titres miniers)

La Société a acquis par désignation 92 titres miniers dans les alentours de l'ancienne mine Troilus et c'est dû à cette proximité que la Société lui a donné le nom de Troilus East. La propriété est située à environ 135 kilomètres de route de la ville de Chibougamau, Québec, Canada.

Étonnamment, très peu de travaux d'exploration ont été effectués dans le secteur, même si l'ancienne mine Troilus située tout juste au sud-ouest a produit plus de 2 millions d'onces d'or et 50 000 tonnes de cuivre avant sa fermeture en 2010. First Quantum a acquis la propriété auprès d'Inmet en 2013. La Société a réalisé des travaux d'exploration au montant de 48 698 \$ en 2016 sur sa propriété Troilus East.

Propriété Lac Auger (11 titres miniers)

Suite à la nouvelle découverte d'or sur le projet Moroy par la société Ressources Métanor Inc. (« Métanor ») près de sa mine Bachelor, la Société a acquis par désignation 11 titres miniers à 5 kilomètres au Sud de la mine Bachelor près du lac Auger. Aucune compilation géologique n'a été effectuée jusqu'à présent mais un budget sera alloué au projet Lac Auger si la découverte de Métanor se confirme.

In addition, a till sampling survey was conducted by Aurizon Mines in the regions considered most favourable for gold mineralization. This survey has defined four trends of gold dispersion utilizing the analysis of heavy mineral concentrates. The northeast dispersion trend of gold in heavy mineral concentrate is located immediately to the northwest of the property and is evident along the length of a major geological structure in a northwest direction that covers the property at its centre. The heavy mineral concentrates have yielded analyses of more than 0.1 g/t of gold in 27% of samples, including analyses of 1.3 g/t and 2.0 g/t of gold. In April 2012, the company Fieldex Exploration reported encouraging rare earth results on their Lac Sairs project, they drilled 19.55 metres of 1.10% TREO+Y2O3 north of the Lindsay property. In 2010, a total of three diamond drill holes totaling 358 metres have been done on the Lindsay property. More than 110 samples were sent to a lab for assaying; however, no economic results were obtained from this drilling campaign. The Corporation has completed a National Instrument 43-101 technical report on its Lindsay rare earth property in Kipawa. The Lindsay project is a mid-stage exploration project with historical uranium and REE occurrences and economic potential for these commodities. The Corporation is considering a potential partnership for this project.

Troilus East Property (92 mining claims)

The Corporation has acquired by staking 92 claims in the surrounding area of the past producing Troilus Mine and it is due to that proximity that the Corporation named this property Troilus East. The property is located approximately 135 kilometres by road from the town of Chibougamau, Québec, Canada.

Amazingly, very little exploration work has been performed in the area even if the former Troilus mine located just south west has produced in excess of 2 million ounces of gold and 50,000 tonnes of copper prior to its closure in 2010. First Quantum acquired the Troilus property from Inmet in 2013. The Corporation conducted exploration work in an amount of \$48,698 throughout 2016 on its Troilus East property.

Lac Auger Property (11 mining claims)

Following the recent gold discovery by Metanor Resources Inc. ("Metanor") on its project Moroy near its Bachelor mine, the Corporation has acquired by staking 11 claims located 5 kilometres south of Bachelor mine near Auger lake. No geological compilation has been made to date but a budget will be allocated for Lac Auger if Metanor's discovery is confirmed.

Propriété Veronneau (313 titres miniers)

La propriété Veronneau se compose de 313 claims miniers. En novembre 2016, la Société a signé une lettre d'intention et en janvier 2017, la Société a conclu une convention d'exploration et d'option avec un groupe de quatre prospecteurs (les «Optionnés»), selon lequel X-Terra a la possibilité d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans 234 claims miniers situés sur le territoire Eeyou Istchee/Baie-James, au Québec, en émettant un total de 5 000 000 d'actions ordinaires de X-Terra aux titulaires d'options sur une période de quatre ans, en effectuant des paiements globaux en espèces de 250 000 \$ sur une période de trois ans et en engageant des dépenses d'exploration minière de 3 500 000 \$ au total sur une période de quatre ans. Après avoir rempli tous les paiements mentionnés ci-dessus, X-Terra aura une participation de 60% dans les claims miniers et conclura une entente de participation de 60% - 40% avec les Optionnés. Selon le premier engagement, X-Terra a émis 1 250 000 actions aux Optionnés et leur a versé un montant de 100 000 \$ en février 2017.

Conformément à la convention d'exploration et d'option, X-Terra a conclu une convention de cession avec les Optionnés en vertu de laquelle X-Terra transfère et affecte aux Optionnés 75 claims miniers adjacents à la propriété Veronneau en contrepartie d'un paiement en espèces de 5 000 \$ par les Optionnés, lequel paiement sera réglé contre le dernier paiement en espèces à effectuer aux Optionnés en vertu du contrat d'exploration et d'option. Ces 75 claims miniers, ainsi que les 234 claims miniers déjà détenues par les Optionnés, sont assujetties à la convention d'exploration et d'option.

De plus, en novembre 2016, X-Terra a conclu une entente visant à acquérir une participation de 100% dans quatre claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau. Conformément à la convention d'acquisition, X-Terra a acquis 100% de participation dans quatre claims miniers de deux prospecteurs (collectivement, les «Vendeurs»). En contrepartie de l'acquisition des claims miniers, X-Terra a versé un montant global de 10 000 \$ aux Vendeurs et a émis à chacun des vendeurs 75 000 actions ordinaires de X-Terra au prix réputé par action de 0,26 \$ le 17 février 2017. Toutes les claims miniers acquis par X-Terra sont assujetties à une redevance nette d'affinage de 2% en faveur des vendeurs. X-Terra peut, à tout moment, acheter 50% de la redevance des vendeurs pour un montant total de 1 000 000 \$.

En 2015, un nouvel indice d'or a été découvert sur la propriété Veronneau par les géologues du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Québec), alors qu'ils complétaient la cartographie régionale de la région. Un échantillon initial a été prélevé dans un affleurement de basalte amphibolitique rouillé, dans un corridor de déformation métrique (résultats de l'analyse: 6,89 g / t Au: Source MRNFP, échantillon unique 2015061382). À l'été 2016, des travaux d'échantillonnage supplémentaires ont été complétés par les Optionnés et ont donné d'autres résultats encourageants de 2,39 g / t Au sur une largeur de 4,65 mètres. Seule la partie nord des claims miniers composant la propriété Veronneau (15 kilomètres plus au nord-est) a reçu des travaux d'exploration plus systématique. Comme l'exploration de l'or a été très limitée dans cette région, X-Terra a été intrigué par ces résultats et a visité la propriété Veronneau lors de son processus de vérification diligente pour étudier son potentiel supplémentaire. De nouveaux échantillons pris au marteau ainsi que par rainurage ont retournés des résultats positifs (voir le communiqué de presse daté du 22 novembre 2016). La minéralisation sur la propriété Veronneau a été décrite comme étant de type stratiforme (N-060) avec une percolation des sulfures le long des bordures de coussins basaltiques.

Veronneau Property (313 mining claims)

The Veronneau property is comprised of 313 mining claims. In November 2016, the Corporation signed a letter of intent and in January 2017, the Corporation entered into an exploration and option agreement with a group of four prospectors (the "Optionors"), pursuant to which X-Terra has an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in 234 mining claims located in the Eeyou Istchee/Baie-James territory, Québec, by issuing an aggregate of 5,000,000 common shares of X-Terra to the Optionors over a period of four years, by making cash payments to the Optionors in the aggregate amount of \$250,000 over a period of three years and by incurring mining exploration expenditures of \$3,500,000 in the aggregate over a period of four years. Upon completing all of the payments mentioned above, X-Terra will have a 60% ownership interest in the Claims and will enter into a 60% - 40% joint venture agreement with the Optionors. As per the first commitment, X-Terra issued 1,250,000 shares to the Optionors and paid cash \$100,000 in February 2017.

Pursuant to the exploration and option agreement, X-Terra entered into an assignment agreement with the Optionors pursuant to which X-Terra shall transfer and assign to the Optionors 75 mining claims adjacent to the Veronneau property in consideration for a cash payment of \$5,000 by the Optionors, which payment will be set off against the last cash payment to be made to the Optionors pursuant to the exploration and option agreement. These 75 mining claims, together with 234 claims already owned by the Optionors are subject to the exploration and option agreement.

In addition, in November 2016, X-Terra has entered into an agreement to purchase a 100% interest in four mining claims comprising part of the Veronneau Property. Pursuant to the acquisition agreement, X-Terra acquired 100% ownership interest in four mining claims from two prospectors (collectively, the "Vendors"). In consideration for the acquisition of the mining claims, X-Terra paid an aggregate amount of \$10,000 to the Vendors and issued to each of the Vendors 75,000 common shares of X-Terra at a deemed price per share of \$0.26, on February 17, 2017. All the mining claims acquired by X-Terra are subject to a 2% net smelter return royalty in favor of the Vendors. X-Terra may, at any time, purchase 50% of the net smelter return royalty from the Vendors for an aggregate amount of \$1,000,000.

A new gold showing was discovered on the Veronneau Property in 2015 by geologists of the *Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles* (Québec), while completing regional mapping of the area. An initial sample was taken from an outcrop of rusty amphibolitized basalt, within a metric deformation corridor (Assay results: 6.89 g/t Au: Source MRNFP, unique sample 2015061382). Additional channel sampling work was completed by the Optionors in the summer of 2016 and returned additional encouraging results of 2.39 g/t Au over a width of 4.65 metres. Only the northern portion of the claims comprising the Veronneau property (15 kilometres further north east), received more systematic exploration work. As very limited gold exploration has been conducted in this area, X-Terra was encouraged by these results and visited the Veronneau Property during its due diligence process for data verification and to investigate its further potential. Additional grab and channel sampling was completed and returned additional positive results (See press release dated November 22, 2016). It is believed that the mineralization on the Veronneau Property appears stratiform (N-060) and locally described as percolation of sulphide along pillow margins. Arsenopyrite has been observed and is believed to have a direct correlation with the auriferous values obtained.

L'arsénopyrite a été observé et on croit qu'il existe une corrélation directe avec les valeurs aurifères.

La propriété Veronneau couvre 45,5 kilomètres de la ceinture volcanique située sur le contact de la Sous-province d'Opatica et de Némiscau. Il convient de noter que la marge entre la Sous-province d'Opatica et d'Opinaca ont récemment produit des découvertes importantes, à savoir le projet d'or d'Éléonore de Goldcorp, le dépôt de Wabouchi de Nemaska Lithium et la seule mine de diamants du Québec, le projet Renard de Stornoway Diamond Corporation. La marge de la sous-province d'Opinaca semble tout à fait fertile pour la minéralisation à intérêt économique à en juger par le nombre d'occurrences minéralisées documentées dans les dossiers du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Québec).

En février 2017, La Société a complété un levé géophysique aérien SkyTEM312 TDEM de 1 226 kilomètres sur la propriété Veronneau. Marc Boivin de MB Géosolutions réalise actuellement une interprétation géophysique spécialisée sur les données électromagnétiques magnétiques pour identifier les structures principales sur la propriété Veronneau ainsi que les conducteurs. Ces données aideront X-Terra à développer la meilleure stratégie pour l'exploration de la propriété Veronneau, incluant de la géophysique au sol, de la cartographie et de l'échantillonnage, suivis de la délimitation des cibles de forage et du forage si nécessaire. Le levé magnétique montre des lignes structurelles possibles allant Nord-Est, Sud-Ouest associé à des perturbations magnétiques importantes. Le levé électromagnétique montre également une répartition complexe des horizons géologiques conducteurs et appuiera fortement l'interprétation structurelle. Le traitement avancé des données des levés géophysiques ajoutera une valeur significative pour appuyer la géologie et la géochimie.

Personne qualifiée

M. Jeannot Théberge, géologue, membre de l'Ordre des géologues du Québec, est la personne qualifiée à l'égard des propriétés de la Société conformément au *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*. Il est responsable des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion à l'égard des propriétés de la Société, et il a approuvé la divulgation des informations techniques présentées dans le présent rapport de gestion relativement aux propriétés de la Société.

RÉSUMÉ DE L'INFORMATION ANNUELLE ET TRIMESTRIELLE

Information annuelle sélectionnée et résultats d'opération

Les données financières sélectionnées qui suivent proviennent des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2016, 2015 et 2014 :

	Exercice terminé le 31 décembre / Fiscal year ended December 31,			
	2016	2015	2014	
	(\$)	(\$)	(\$)	
Revenus financiers	885	613	15 034	Interest income
Perte nette	424 513	391 988	1 859 038	Net loss
Perte nette de base et diluée par action ⁽¹⁾	0,04	0,06	0,36	Basic and diluted net loss per share ⁽¹⁾
Actif total	752 887	265 374	498 309	Total assets

(1) Les pertes par action de base et diluées ont été modifiées afin de refléter l'impact rétrospectif du regroupement d'actions.

The Veronneau Property covers 45.5 kilometres of the volcanic belt situated on the contact of the Sub province of Opatica and Nemiscau. It should be noted that the margins of the Opatica and Opinaca sub province recently produced significant discoveries, namely the Goldcorp's Éléonore Gold project, the Nemaska Lithium's Wabouchi deposit and Quebec's only diamond mine, the Renard project by Stornoway Diamond Corporation. The margin of the Opinaca sub province appears quite fertile for mineralization of economic interest judging by the number of mineralized occurrences documented within the *Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles* (Québec) files.

The Corporation completed a 1,226 line-kilometre SkyTEM312 TDEM airborne geophysical survey over the Veronneau property in February 2017. Marc Boivin from MB Geosolutions is currently completing a specialized geophysical processing and interpretation on the Electromagnetic Magnetic data to identify major structures in the Veronneau property area as well as conductors. This data will help X-Terra develop the best exploration plan for the Veronneau property, including ground geophysics, mapping, and sampling, followed by target delineation and drilling if deemed necessary. The magnetic survey shows possible structural corridors striking NE-SW associated with significant magnetic disturbances. The electromagnetic survey also shows a complex distribution of conductive geological horizons and will strongly support the structural interpretation. Advanced data processing of the geophysical surveys will add a significant value in support to geology and geochemistry.

Qualified Person

Mr. Jeannot Théberge, geologist, member of the Ordre des géologues du Québec, is the qualified person for the Corporation's properties under *National Instrument 43-101 Standards of Disclosure for Mineral Projects*, is responsible for the technical contents of this MD&A relating to the Corporation's properties and has approved the disclosure of the technical information contained herein relating to the Corporation's properties.

SUMMARY OF ANNUAL AND QUARTERLY INFORMATION

Selected Annual Information and Operation Results

The following selected financial data are derived from the audited consolidated financial statements of the Corporation for the fiscal years ended December 31, 2016, 2015 and 2014:

(1) Basic and diluted loss per share were modified to take into account the retrospective impact of the share consolidation.

La Société n'a pas, depuis la date de sa constitution en personne morale, déclaré ni versé de dividendes sur ses actions ordinaires. Dans un proche avenir, la Société prévoit conserver les bénéfices futurs et autres ressources de trésorerie à l'exploitation et l'expansion de ses activités.

Résultats d'activités d'opération

La Société est une société d'exploration et, par conséquent, elle ne dégage pas de revenus réguliers et doit continuellement émettre des actions pour pouvoir poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières et ses opérations courantes. Au cours de l'exercice 2016, la Société a enregistré une perte nette de 424 513 \$ comparativement à une perte nette de 391 988 \$ pour l'exercice 2015. La Société a enregistré, pour 2016, des revenus financiers de 885 \$ (613 \$ pour 2015). Les dépenses d'opération de la Société pour 2016 se sont élevées à 425 398 \$ (2015 - 392 601 \$) et inclut de la rémunération à base d'actions de 73 200 \$ (2015 - 4 650 \$). La Société a enregistré une perte sur disposition de propriétés pétrolières et gazières de 59 624 \$ pour 2015 contre aucun montant en 2016. La Société a radié des propriétés et leur frais d'exploration reportés pour 18 365 \$ et 0 \$ respectivement pour 2016 contre 30 523 \$ et 75 648 \$ respectivement pour 2015. Les honoraires professionnels ont augmenté passant de 50 824 \$ en 2015 à 52 981 \$ en 2016. Les honoraires de consultants ont beaucoup augmenté passant de 86 760 \$ en 2015 à 179 669 \$ en 2016. Cette augmentation s'explique par l'engagement de consultant supplémentaire pour la recherche d'opportunité d'affaire et la représentation de la Société en Europe. Les dépenses de conférences et promotion ont augmenté passant de 7 805 \$ en 2015 à 30 937 \$ en 2016 et c'est principalement dû aux voyages et présences du nouveau président aux conférences minières. Les frais de bureau et généraux ont augmenté passant de 35 954 \$ en 2015 à 42 783 \$ en 2016. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont légèrement diminué passant de 29 360 \$ pour 2015 à 26 396 \$ pour 2016. La Société a enregistré des dépenses de pré-acquisition de 10 000 \$ en 2015 contre aucun montant en 2016. Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Frais de bureau et frais généraux

Voici le détail des frais de bureau et frais généraux pour les deux derniers exercices récemment complétés :

	\$	\$	
	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Location des locaux	25 140	25 140	Office leasing
Assurances	6 500	7 191	Insurances
Dépenses de bureau	11 143	3 623	Office operations and facilities
	<u>42 783</u>	<u>35 954</u>	

The Corporation has not since the date of its incorporation, declared or paid any dividends on its Common Shares. For the foreseeable future, the Corporation anticipates that it will retain future earnings and other cash resources for the operation and development of its business.

Operating activities and results

The Corporation is an exploration company and, accordingly, does not generate revenue on a regular basis and must continually issue shares in order to further explore its mineral and oil and gas properties and its operations. During the fiscal year 2016, the Corporation registered a net loss of \$424,513 in comparison with a net loss registered for the fiscal year 2015 of \$391,988. The Corporation has recorded, for 2016, interest income of \$882 (\$613 in 2015). The Corporation's operating expenses for 2016 are at \$425,398 (2015 - \$392,601) and include share-based compensation of \$73,200 (2015 - \$4,650). The Corporation recorded a loss on disposal of oil and gas properties of \$59,624 in 2015 against no amount in 2016. The Corporation impaired properties and their deferred exploration expenses in 2016 for \$18,365 and \$0 respectively against \$30,523 and \$75,648 respectively in 2015. Professional fees have increased from \$50,824 in 2015 to \$52,981 in 2016. Consulting fees have much increased and went from \$86,760 in 2015 to \$179,669 in 2016. This increase can be explained by the fact that the Corporation adding more consultant for the search of some business opportunities and the representation of the Corporation in Europe. Conference and promotion fees have increased and went from \$7,805 in 2015 to \$30,937 in 2016 and are mainly explained to travel and attendance of the new President to mining conferences shows. Office and general fees increased from \$35,954 in 2015 to \$42,783 in 2016. Allocated sums for public company expenses slightly decreased from \$29,360 in 2015 to \$26,396 in 2016. The Corporation recorded pre-acquisition expenses of \$10,000 in 2015 against no amount in 2016. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Office and general expenses

This is the detail for office and general expenses for the two most recent fiscal years:

Activités de financement

Un placement privé de 350 000 \$ (2 333 333 actions ordinaires à 0,15 \$) a été complété en juillet 2016 ainsi qu'un autre de 457 500 \$ (3 050 000 actions ordinaires à 0,15 \$) en novembre 2016. La Société a enregistré des frais d'émission total de 56 112 \$. De plus la Société a reçu 27 500 \$ en 2016 suite à l'exercice de 275 000 bons de souscription à 0,10 \$.

Financing activities

A private placement of \$350,000 (2,333,333 common shares at \$0.15) was completed in July 2016 and another one in November 2016 to \$457,500 (3,050,000 common shares at \$0.15). The Corporation recorded total share issuance fees of \$56,112. In addition, the Corporation received, in 2016, \$27,500 following the exercise of 275,000 warrants at \$0.10.

Financement / Financing	Date	Usage / Purpose	Objectifs commerciaux / Commercial objectives
Placement privé / Private placement 457 500 \$	Novembre 2016 / November 2016	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.
Placement privé / Private placement 350 000 \$	Juillet 2016 / July 2016	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.
Placement privé / Private placement 170 000 \$	Novembre 2015 / November 2015	Fonds de roulement / Working Capital	Fonds de roulement, engager des dépenses d'exploration sur ses propriétés et analyser tout autre projet. / Working capital, engage exploration expenses on its properties and analyse any other project.

Activités d'investissement

En 2016, la Société a effectué des sorties de fonds de 35 947 \$ sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et a effectué des sorties de fonds de 62 449 \$ dans les frais d'exploration reportés. En 2016, la Société a reçu 5 065 \$ en crédits d'impôts et devrait recevoir 26 402 \$ en 2017.

Investing activities

In 2016, the Corporation had a cash outflow of \$35,947 for acquisitions of mining and oil and gas properties and had a cash outflow of \$62,449 in deferred exploration expenses. In 2016, the Corporation received \$5,065 in tax credits and should receive \$26,402 during 2017.

Liquidités et fonds de roulement

Au 31 décembre 2016, la Société possédait un fonds de roulement de 519 441 \$ (134 895 \$ au 31 décembre 2015), incluant la trésorerie de 515 084 \$ (142 129 \$ au 31 décembre 2015).

Liquidity and working capital

As at December 31, 2016, the Corporation had a working capital of \$519,441 (December 31, 2015 – \$134,895), which included cash of \$515,084 (December 31, 2015 – \$142,129).

L'exercice des 1 150 000 options en circulation à la date de ce rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 189 500 \$. Ces options expirent entre 2024 et 2027 et ont un prix d'exercice entre 0,11 \$ et 0,245 \$.

The exercise of the 1 150,000 outstanding stock options as of the date of this MD&A represents an added potential financing of \$189,500. These options expire between 2024 and 2027 and have an exercise price between \$0.11 and \$0.245.

Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente une comparaison des informations financières trimestrielles pour les huit trimestres précédents.

Summary of Quarterly results

The following table sets a comparison of selected quarterly financial information for the previous eight quarters.

Période / Period	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
Année / Year	2016	2016	2016	2016	2015	2015	2015	2015
Revenus / Revenues	421	234	90	140	80	38	189	306
Perte de la période / Loss for the period	(177 157)	(84 927)	(136 758)	(25 671)	(137 037)	(110 164)	(99 998)	(44 789)
Perte par action de base et diluée / Basic and diluted loss per share	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)	(0,02)	(0,02)	(0,01)	(0,01)
Total de l'actif / Total assets	752 887	455 162	189 921	226 904	265 374	270 468	359 520	468 578

Quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de 2016 (« Q4 2016 »), la Société a enregistré une perte nette de 177 157 \$ comparativement à une perte nette de 137 037 \$ pour le quatrième trimestre de 2015 (« Q4 2015 »). La Société a enregistré, pour Q4 2016, des revenus financiers de 421 \$ (80 \$ pour Q4 2015). Les dépenses d'opération de la Société pour Q4 2016 se sont élevées à 177 578 \$ (196 741 \$ pour Q4 2015). La perte sur disposition de propriétés pétrolières et gazières de 59 624 \$ en 2015 a été classée dans les dépenses d'opération lors du Q4 2015. Les honoraires professionnels ont augmenté passant de 184 \$ pour Q4 2015 à 17 744 \$ pour Q4 2016 et s'explique par l'activité pour l'acquisition de propriétés minières.

Fourth Quarter

During the fourth quarter of 2016 ("Q4 2016"), the Corporation registered a net loss of \$177,157 in comparison with a net loss registered of \$137,037 for the fourth quarter of 2015 ("Q4 2015"). The Corporation has recorded, for Q4 2016, finance income of \$421 (\$80 for Q4 2015). The operating expenses for Q4 2016 are at \$177,578 (\$196,741 for Q4 2015). The loss on disposal of oil and gas properties of \$59,624 in 2015 was stated in the operating expenses in Q4 2015. Professional fees have increased from \$184 for Q4 2015 to \$17,744 for Q4 2016 and are explained by the activity for the acquisition of mining properties.

Les honoraires de consultants ont augmenté passant de 6 000 \$ pour Q4 2015 à 115 004 \$ pour Q4 2016 et s'explique principalement par la représentation de la Société en Europe. Les dépenses de conférences et promotion ont augmenté passant de 852 \$ pour Q4 2015 à 19 826 \$ pour Q4 2016 et s'explique principalement par les voyages et présences du nouveau président aux conférences minières. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont diminué passant de 4 664 \$ pour Q4 2015 à 1 955 \$ pour Q4 2016. Les frais de bureau et généraux ont augmenté passant de 8 883 \$ pour Q4 2015 à 12 174 \$ pour Q4 2016. La Société a enregistré des dépenses de pré-acquisition de 10 000 \$ pour Q4 2015 contre aucun montant pour Q4 2016. La Société a enregistré une radiation de propriétés minières et ses frais reportés de 30 523 \$ et 75 648 \$ respectivement pour Q4 2015 contre 10 608 \$ et 0 \$ respectivement pour Q4 2016. Les autres dépenses d'opérations sont demeurées relativement stables, sont cycliques et fluctuent en fonction des événements, qui ne sont pas toujours prévisibles.

Consulting fees have increased from \$6,000 for Q4 2015 to \$115,004 for Q4 2016 and is mainly explained by the representation of the Corporation in Europe. Conference and promotion fees have increased from \$852 for Q4 2015 to \$19,826 for Q4 2016 and are mainly explained to travel and attendance of the new President to mining conferences shows. Allocated sums for public company expenses decreased from \$4,664 for Q4 2015 to \$1,955 for Q4 2016. Office and general fees increased from \$8,883 for Q4 2015 to \$12,174 for Q4 2016. The Corporation has recorded pre-acquisition expenses of \$10,000 for Q4 2015 against no amount for Q4 2016. The Corporation has recorded an impairment of mining properties and its deferred exploration expenses of \$30,523 and \$75,648 respectively for Q4 2015 against \$10,608 and \$0 respectively for Q4 2016. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Propriétés minières, pétrolières et gazières (Toutes les propriétés sont situées au Canada) /
Mining and Oil and Gas Properties (All properties are located in Canada)

Frais d'exploration reportés / Deferred exploration expenses

							2016
Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 2015	Augmentation / Increase	Crédits d'impôt / Tax credits	Dispositions/ Disposal	Dépréciatio n / Impairme nt	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 2016
		\$					\$
Lindsay	100	38 687	6 663	(2 249)	-	-	43 101
Troilus East	100	637	48 698	(17 753)	-	-	31 582
Veronneau	Option 60	-	15 058	(5 499)	-	-	9 559
		39 324	70 419	(25 501)	-	-	84 242

							2015
Propriété / Property	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2014 / Balance as at December 2014	Augmentation / Increase	Crédits d'impôt / Tax credits	Dispositions/ Disposal	Dépréciatio n / Impairme nt	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 2015
		\$					\$
Lindsay	100	35 927	4 500	(1 740)	-	-	38 687
Rimouski	50	43 754	63	(18)	-	(43 799)	-
Rimouski North	50	46 305	-	-	(14 456)	(31 849)	-
Trois-Pistoles	50	3 026	125	(35)	(3 116)	-	-
Troilus East	100	-	1 002	(365)	-	-	637
		129 012	5 690	(2 158)	(17 572)	(75 648)	39 324

	2016	2015	
Frais d'exploration reportés			Deferred exploration expenses
Carothèque	405	4 500	Accommodations
Cartes et accessoires	362	2	Maps, printing and drafting
Analyses	1 095	-	Analysis
Géologie	68 557	1 188	Geology
	<hr/>	<hr/>	
	70 419	5 690	
Déductions			Deductions
Crédits d'impôt	(25 501)	(2 158)	Tax credits
Disposition	-	(17 572)	Disposal
Dépréciation	-	(75 648)	Impairment
	<hr/>	<hr/>	
Augmentation (diminution) des frais d'exploration reportés	44 918	(89 688)	Increase (decrease) in deferred exploration expenses
Solde – début de l'exercice	<hr/>	<hr/>	Balance – Beginning of year
	39 324	129 012	
Solde – fin de l'exercice	<hr/>	<hr/>	Balance – End of year
	84 242	39 324	

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société ne prévoit pas la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a pas conclu d'entente spéciale afin de minimiser ses risques d'investissement, de change ou de commodité. Il n'y a pas d'arrangements hors bilan, comme un contrat de garantie, un intérêt éventuel dans des actifs transférés à une entité, d'obligations vis-à-vis des instruments dérivés et/ou des obligations qui déclenchent un risque de financement, de liquidité, de marché ou de crédit pour la Société.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf si indiqué autrement, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

	2016	2015	
	\$	\$	
Dirigeants ou une société détenue par des dirigeants			Officers or a corporation held by officers
Honoraires de consultants	51 652	86 760	Consulting fees
Loyer	24 000	24 000	Rent
	<hr/>	<hr/>	
	75 652	110 760	

Au 31 décembre 2016, le solde dû aux apparentés est de 13 006 \$ (2015 – 2 300 \$). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

PROJECTED OPERATIONS

The Corporation does not foresee any important acquisitions or disposal of property.

OFF-BALANCE SHEET ARRANGEMENT

The Corporation has not entered into any specialized financial agreements to minimize its investments, currency or commodity risk. There are no off-balance sheets arrangements, such as a guarantee contract, contingent interest in assets transferred to an entity, derivative instruments obligations and/or any obligations that trigger financing, liquidity, market or credit risk to the Corporation.

RELATED PARTY TRANSACTIONS

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

As at December 31, 2016, the balance due to related parties amounts to \$13,006 (2015 - \$2,300). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

Rémunération des principaux dirigeants

La Société a une entente de service avec un apparenté pour fournir des services de gestion à la Société, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et de charges sociales.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

	2016	2015	
	\$	\$	
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	49 552	67 320	Key management services and directors' fees Share-based compensation expense
Dépense de rémunération à base d'actions	73 200	4 650	
	<u>122 752</u>	<u>71 970</u>	

ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

En janvier 2017, le conseil d'administration de la Société a octroyé un total de 200 000 options d'achat d'actions à deux administrateurs. Le prix de levée de ces options est de 0,245 \$ et elles expirent le 18 janvier 2027. Ces options ont été octroyées selon le régime d'options de la Société.

En février 2017, X-Terra a conclu une entente pour acquérir la propriété Cobalt Lake Copper, situé à 204 kilomètres au nord-est de la ville de Chibougamau, dans le territoire d'Eeyou Istchee / Bay James, au Québec. Afin d'acquérir la propriété, X-Terra a conclu un contrat d'achat d'actions pour l'ensemble des actions émises et en circulation d'une société privée dont le seul actif est la propriété. X-Terra a acquis les actions d'un vendeur pour un paiement en espèces de 10 000 \$ et l'émission de 1 100 000 actions ordinaires de X-Terra. Dans le cadre de l'acquisition, X-Terra a émis 100 000 actions ordinaires à un intermédiaire pour l'acquisition.

MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Pour dresser des états financiers consolidés conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Les méthodes et estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites à la note 5 de ses états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation de ces états financiers sont résumées ci-dessous.

Compensation of key management

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Key management includes directors and senior executives. The compensation paid or payable to key management is presented below:

SUBSEQUENT EVENTS

In January 2017, the Corporation's Board of Directors granted an aggregate of 200,000 stock options to two of the Corporation's director. The exercise price of the options is \$0.245 and the options expire on January 18, 2027. The options were granted pursuant to the Corporation's Option Plan.

In February 2017, X-Terra has entered into an agreement to acquire the Cobalt Lake Property located 204 kilometres northeast of the city of Chibougamau in the Eeyou Istchee/James Bay territory in the Province of Québec. In order to acquire the Property, X-Terra entered into a share purchase agreement for all of the issued and outstanding shares of a private corporation whose sole asset is the Cobalt Lake Copper/Cobalt Property. X-Terra acquired the shares from one vendor for a cash payment of \$10,000 and the issuance of 1,100,000 common shares of X-Terra. In connection with the acquisition, X-Terra issued 100,000 common shares to a person who acted as finder for the acquisition.

CRITICAL ACCOUNTING POLICIES AND ESTIMATES

The preparation of consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the consolidated financial statements and accompanying notes. There is a full disclosure and description of the Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates in Note 5 of its audited consolidated financial statements for the year ended December 31, 2016.

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of these financial statements are summarized below.

Exploration et évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (E&E) sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeurs. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

Exploration and evaluation

Exploration and evaluation (E&E) assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux licences; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de pré faisabilité et de faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée dans la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans les états consolidés de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
- determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
- studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;
- licensing activities; and
- economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the headings expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenditures, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions upon which the options were granted.

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La Direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, au besoin, en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte pas le profit ou la perte comptable ou fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable prévue des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La Direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après :

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Deferred income tax is provided using the statement of financial position liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

FINANCIAL INSTRUMENTS

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below:

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Tel qu'il est mentionné à la note 1, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2016, la Société disposait d'une trésorerie de 515 084 \$ (142 129 \$ au 31 décembre 2015) pour régler ses passifs courants de 59 392 \$ (17 858 \$ au 31 décembre 2015). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à un risque de crédit par la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes à la consommation réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie chez une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2016, the Corporation had cash amounting to \$515,084 (2015 – \$142,129) to settle current liabilities of \$59,392 (2015 – \$17,858). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax. The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date des états de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2016, sont composés de la trésorerie et des créiteurs et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

Hiérarchie de la juste valeur

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus à la date de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Au 31 décembre 2016 et 2015, aucun instrument n'est considéré comme étant de niveau 1.

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré comme étant de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré comme étant de niveau 3.

Au 31 décembre 2016 et 2015, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Les titres de la Société sont fortement spéculatifs. Dans l'évaluation de la Société, il est important de considérer qu'il s'agit d'une entreprise d'exploration minière au stade d'exploration de ses opérations. À ce jour, la Société n'a pas eu de revenu et ne s'attend pas à en avoir dans l'immédiat. Un investisseur éventuel ou une autre personne évaluant la Société ne devrait pas considérer d'y investir, sauf si l'investisseur est dans la capacité de supporter une perte économique de la totalité de l'investissement. Tous les coûts ont été financés par les capitaux propres. Certains risques sont associés avec les activités de la Société, y compris :

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2016 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

Fair value hierarchy

Financial instruments in Level 1

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2016, and 2015, there is no instrument included in Level 1.

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31, 2016 and 2015, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

RISK AND UNCERTAINTIES

The securities of the Corporation are highly speculative. In evaluating the Corporation, it is important to consider that it is a resources exploration enterprise in the exploratory stage of its operations. To date, the Corporation has had no revenues and there is no immediate expectation of revenues. A prospective investor or other person reviewing the Corporation should not consider an investment in it unless the investor is capable of sustaining an economic loss of the entire investment. All costs have been funded through equity. Certain risks are associated with the Corporation's business including:

Risque de continuité d'exploitation

La Société et ses programmes d'exploration et d'évaluation minérale, pétrolière et gazière en sont aux stades préliminaires et la Société ne dispose d'aucune source de revenus. La Société mise sur sa capacité d'attirer d'importantes sommes de financement pour obtenir le montant de capital minimum requis pour mener les projets à terme et continuer l'exploitation de son entreprise. Bien que la Société ait réussi à amasser des fonds par le biais d'offres de capitaux propres dans le passé, rien ne garantit qu'elle réussira à l'avenir, ni que du financement adéquat sera disponible pour la Société ou que les conditions d'un tel financement seront favorables. Si la Société n'était pas en mesure d'obtenir un tel financement, cela pourrait avoir comme effet de compromettre la capacité de la Société à poursuivre ses programmes d'exploration et d'évaluation et à conserver ses propriétés.

Exploration minière et développement

Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai à valeur commerciale. Le développement de l'une de ses propriétés ne suivra qu'après l'obtention de résultats d'exploration satisfaisants. L'exploration minière et le développement implique un degré élevé de risque et seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Il n'y a aucune assurance que l'exploration minière et les activités de développement de la Société résulteront en la découverte d'un gisement de minerai à valeur commerciale sur l'une de ses propriétés. Plusieurs années peuvent s'écouler entre la découverte et le développement des dépôts de minerai économiquement rentable.

La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerais commercialement exploitables. La viabilité commerciale de l'exploitation de tout dépôt de métaux précieux ou de base dépend d'un certain nombre de facteurs incluant les infrastructures et la réglementation gouvernementale, en particulier celles relatives à l'environnement, les taxes et les redevances. Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que le minerai sera découvert en quantité suffisante, taille et teneur sur aucune des propriétés pour justifier des opérations commerciales.

Viabilité commerciale des propriétés minières

Des dépenses importantes sont requises pour établir les réserves de minerai par forage, pour développer des procédés métallurgiques pour extraire le métal du minerai et pour développer les installations et les infrastructures minières et de traitement à tout site choisi pour l'exploitation minière. Rien ne garantit que les minéraux soient découverts en quantité suffisante pour justifier l'exploitation commerciale ou que les fonds requis pour le développement peuvent être obtenus au moment opportun.

Going concern risk

The Corporation and its mineral and oil and gas exploration and evaluation programs are at an early stage and the Corporation has no source of income. The Corporation relies upon its ability to secure significant additional financing to meet the minimum capital required to successfully complete the projects and continue as a going concern. While the Corporation has been successful at raising funds through equity offerings in the past, there is no assurance that it will be able to do so in the future nor that adequate financing will be available to the Corporation or that the terms of such financing will be favourable. Should the Corporation not be able to obtain such financing, its ability to pursue its exploration and evaluation program and retain its properties could be impaired.

Mineral Exploration and Development

The Corporation's properties are in the exploration stage and are without a known body of commercial ore. Development of any of its properties will only follow after obtaining satisfactory exploration results. Mineral exploration and development involve a high degree of risk and few properties which are explored are ultimately developed into producing mines. There is no assurance that the Corporation's mineral exploration and development activities will result in the discovery of a body of commercial ore on any of its properties. Several years may pass between the discovery and development of commercial mineable mineralized deposits.

Most exploration projects do not result in the discovery of commercially mineralized deposits. The commercial viability of exploiting any precious or base metal deposit is dependent on a number of factors including infrastructure and governmental regulation, in particular those relating to environment, taxes, and royalties. No assurance can be given that minerals will be discovered of sufficient quality, size and grade on any of the Corporation's properties to justify a commercial operation.

Economics of Developing Mineral Properties

Substantial expenses are required to establish ore reserves through drilling, to develop metallurgical processes to extract metal from ore and to develop the mining and processing facilities and infrastructure at any site chosen for mining. No assurance can be given that minerals will be discovered in sufficient quantities to justify commercial operation or that the funds required for development can be obtained on a timely basis.

La commercialisation des minéraux acquis ou découverts peut être affectée par de nombreux facteurs qui sont hors du contrôle de la Société et qui peuvent être imprévisibles, tels que les fluctuations du marché, la proximité et la capacité des usines de traitement, les marchés des minéraux et de l'équipement de traitement et d'autres facteurs tels que les règlements gouvernementaux, incluant les règlements relatifs aux redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de minéraux et la protection de l'environnement. Selon les prix des minéraux produits, la Société peut déterminer qu'il est impossible de commencer ou de poursuivre la production commerciale.

Règlementation environnementale

La Société propose de mener des activités d'exploration dans diverses parties du Canada. Ces activités sont soumises à des lois, règles et règlements, y compris, dans certains cas, des garanties de remise en état. Au Canada, une vaste législation environnementale a été adoptée par les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux. Toutes les phases des opérations de la Société sont soumises à la réglementation environnementale dans les territoires dans lesquels elle exerce ses activités. La réglementation environnementale évolue d'une manière qui exige des normes et une application plus rigoureuse, des amendes et des pénalités plus élevées pour non-conformité, des études environnementales plus rigoureuses des propriétés projetées et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés et leurs dirigeants, administrateurs et employés. Rien ne garantit que les changements futurs à la réglementation environnementale, s'il y a lieu, auront des incidences défavorables sur les activités de la Société. Le coût de conformité aux changements de réglementations gouvernementales a le potentiel de réduire la rentabilité des opérations ou d'empêcher entièrement le développement économique d'une propriété. Des dangers pour l'environnement peuvent exister sur les propriétés de la Société, qui sont inconnus de la Société à l'heure actuelle, qui peuvent avoir été causés par les propriétaires ou exploitants actuels ou précédents des propriétés.

La Société a adopté des pratiques environnementales visant à s'assurer qu'elle continue à respecter ou dépasser toutes les réglementations environnementales actuellement applicables. Toutes les activités de la Société sont conformes à tous les égards importants avec la législation environnementale applicable. La Société est actuellement engagée dans l'exploration avec un impact environnemental entre nul et minimal.

The marketability of any minerals acquired or discovered may be affected by numerous factors which are beyond the Corporation's control and which cannot be predicted, such as market fluctuations, the proximity and capacity of milling facilities, mineral markets and processing equipment, and such other factors as government regulations, including regulations relating to royalties, allowable production, importing and exporting of minerals, and environmental protection. Depending on the price of minerals produced, the Corporation may determine that it is impractical to commence or continue commercial production.

Environmental Regulations

The Corporation proposes to conduct exploration activities in various parts of Canada. Such activities are subject to laws, rules and regulations governing the protection of the environment, including, in some cases, posting of reclamation bonds. In Canada, extensive environmental legislation has been enacted by federal, provincial and territorial governments. All phases of the Corporation's operations are subject to environmental regulation in the jurisdictions in which it operates. Environmental legislation is evolving in a manner which requires stricter standards and enforcement, increased fines and penalties for non-compliance, more stringent environmental assessments of proposed properties and a heightened degree of responsibility for companies and their officers, directors and employees. There is no assurance that future changes in environmental regulations, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. The cost of compliance with changes in governmental regulations has the potential to reduce the profitability of operations or to preclude entirely the economic development of a property. Environmental hazards may exist on the Corporation's properties, which hazards are unknown to the Corporation at present, which may have been caused by previous or existing owners or operators of the properties. The Corporation is not aware of any environmental hazards on any of the properties held by the Corporation.

The Corporation has adopted environmental practices designed to ensure that it continues to comply with or exceed all environmental regulations currently applicable to it. All of the Corporation's activities are in compliance in all material respects with applicable environmental legislation. The Corporation is currently engaged in exploration with nil to minimal environmental impact.

Incertitude des droits de propriété et les limites des propriétés de ressources

Rien ne garantit que les droits de propriété et autres droits dans les concessions détenues par la Société ne sont pas soumis à une perte ou d'un différend particulier parce que ces droits peuvent être soumis à des accords antérieurs non enregistrés ou des transferts ou d'autres revendications territoriales et peuvent être affectées par des défauts et des lois et règlements défavorables qui n'ont pas été identifiées par la Société. Nonobstant le fait que l'exploration et l'exploitation de concessions à l'égard duquel la Société peut détenir des intérêts divers ont été interrogées, les endroits limites précis de celui-ci peuvent être sujets à contestation. Bien que la Société ait exercé la vérification diligente habituelle à l'égard des titres de propriété dans lesquelles elle a un intérêt important, il n'y a aucune garantie que les titres de propriétés ne seront pas contestés ou attaqués. Les propriétés minières de la Société peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires. De plus, certains des titres miniers dans lesquels la Société détient une participation ne sont pas enregistrés en son nom et ne peuvent être enregistrés jusqu'à ce que certaines mesures soient prises par d'autres parties. Avant qu'un nombre de titres miniers sous option puisse être enregistré au nom de la Société, le tenant des titres doit les attribuer à la Société une fois que la Société a rempli ses obligations liées à l'entente d'option. Il n'y a aucune garantie que le tenant des titres sous-jacent les attribuera.

Conflits d'intérêts potentiels

Les administrateurs de la Société siègent comme administrateurs d'autres sociétés publiques et privées et consacrent une partie de leur temps pour gérer d'autres intérêts commerciaux. Cela peut résulter en certains conflits d'intérêts. Dans la mesure où ces autres sociétés peuvent participer dans des projets auxquelles la Société participe également, les administrateurs et les dirigeants de la Société peuvent être en conflit d'intérêt dans la négociation et la conclusion d'un accord à l'égard de la participation de chaque société. La Loi canadienne sur les sociétés par actions, à laquelle la Société est assujettie, tient les administrateurs et les dirigeants de la Société à agir honnêtement et de bonne foi en vue du meilleur intérêt de la Société. Toutefois, en situation de conflit d'intérêts, les administrateurs de la Société peuvent devoir les mêmes obligations à une société et nécessitera d'équilibrer les obligations et les responsabilités concurrentes de leurs actions. Il n'y a aucune garantie que les besoins de la Société seront priorisés dans tous les cas. De temps en temps, plusieurs sociétés peuvent participer ensemble à l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés de ressources naturelles, permettant aussi à ces sociétés de : (i) participer à des projets plus importants; (ii) acquérir un intérêt dans un plus grand nombre de projets; et (iii) réduire leur exposition financière à l'égard de n'importe quel projet. Une société donnée peut attribuer, à ses frais, la totalité ou une portion de ses intérêts dans un projet donné à une autre compagnie affiliée à cause de la situation financière de la société attributive. Afin de déterminer si la Société participera ou non à un projet donné et l'intérêt à y acquérir, il est attendu que les administrateurs de la Société vont considérer premièrement le niveau de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Uncertainty of Ownership Rights and Boundaries of Resource Properties

There is no assurance that the rights of ownership and other rights in concessions held by the Corporation are not subject to loss or dispute particularly because such rights may be subject to prior unregistered agreements or transfers or other land claims and may be affected by defects and adverse laws and regulations which have not been identified by the Corporation. Notwithstanding that the exploration and operating concessions in respect of which the Corporation may hold various interests have been surveyed, the precise boundary locations thereof may be in dispute. Although the Corporation has exercised the usual due diligence with respect to title to properties in which it has a material interest, there is no guarantee that title to the properties will not be challenged or impugned. The Corporation's mineral property interest may be subject to prior unregistered agreements or transfers or native land claims and title may be affected by undetected defects. In addition, certain of the mining claims in which the Corporation has an interest are not recorded in its name and cannot be recorded until certain steps are taken by other parties. Before a number of claims under option can be recorded in the Corporation's name, the underlying title holder has to assign title to the Corporation once the Corporation satisfies its option agreement obligations. There are no assurances that the underlying title holder will assign title.

Potential Conflicts of Interest

The directors of the Corporation serve as directors of other public and private companies and devote a portion of their time to manage other business interests. This may result in certain conflicts of interest. To the extent that such other companies may participate in ventures in which the Corporation is also participating, such directors and officers of the Corporation may have a conflict of interest in negotiating and reaching an agreement with respect to the extent of each company's participation. The Canada Business Corporations Act, to which the Corporation is subject, requires the directors and officers of the Corporation to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation. However, in conflict of interest situations, directors of the Corporation may owe the same duty to another company and will need to balance the competing obligations and liabilities of their actions. There is no assurance that the needs of the Corporation will receive priority in all cases. From time to time, several companies may participate together in the acquisition, exploration and development of natural resource properties, thereby allowing these companies to: (i) participate in larger programs; (ii) acquire an interest in a greater number of programs; and (iii) reduce their financial exposure with respect to any one program. A particular company may assign, at its cost, all or a portion of its interests in a particular program to another affiliated company due to the financial position of the company making the assignment. In determining whether or not the Corporation will participate in a particular program and the interest therein to be acquired by it, it is expected that the directors of the Corporation will primarily consider the degree of risk to which the Corporation may be exposed and its financial position at the time.

Règlementation gouvernementale

L'exploration, la mise en valeur et l'exploitation minière de propriétés dans lesquelles la Société possède une participation pourraient être touchées à des degrés divers par : (i) la réglementation gouvernementale relative à des questions telles que la protection de l'environnement, la santé, la sécurité et le travail; (ii) la réforme du droit minier; (iii) les restrictions en matière de production, de contrôle des prix et d'hausses de taxes et d'impôts; (iv) le maintien des concessions minières; (v) le régime foncier; (vi) l'expropriation. Rien ne garantit que les modifications futures apportées, le cas échéant, à cette réglementation n'auront pas d'incidence défavorable sur les activités de la Société. Des changements apportés à ces réglementations pourraient entraîner des dépenses additionnelles et des dépenses en capital, de la disponibilité de capital, de la compétition, des réserves incertaines, des potentiels conflits d'intérêts, des risques de titre, de la dilution et des restrictions et des délais dans les opérations, à un niveau impossible à prévoir.

La Société est au stade d'exploration sur toutes ses propriétés. L'exploration sur les propriétés de la Société nécessite les pratiques d'exploration les plus responsables pour se conformer aux politiques de la Société, aux réglementations gouvernementales et au maintien des titres miniers et des régimes fonciers.

La Société est tenue d'être enregistrée pour faire des affaires et avoir une licence valide de prospection (requis pour la prospection ou pour explorer sur des Terres de la Couronne ou pour jalonner un titre minier) dans n'importe quelle province où elle effectue des travaux. L'exploration minière relève principalement des juridictions provinciales. Cependant, la Société doit aussi respecter les règlements relatifs à l'industrie de l'exploration minière qui relève de la juridiction fédérale, comme la Loi sur le poisson et la faune.

Si un des projets de la Société est avancé à l'étape de développement, ces opérations seront aussi soumises à diverses lois et règlements concernant le développement, la production, les impôts, les normes du travail, la protection de l'environnement, la sécurité minière et d'autres sujets. De plus, de nouvelles lois ou règlements régissant les opérations et les activités des sociétés minières pourraient avoir une incidence défavorable importante sur tout projet à l'étape de développement de la mine que la Société pourrait posséder.

De plus, aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou les agences provinciales soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la *Loi de l'impôt* du Canada ou sous tout équivalent provincial.

Governmental Regulation

Operations, development and exploration on the Corporation's properties are affected to varying degrees by: (i) government regulations relating to such matters as environmental protection, health, safety and labor; (ii) mining law reform; (iii) restrictions on production, price controls, and tax increases; (iv) maintenance of claims; (v) tenure; and (vi) expropriation of property. There is no assurance that future changes in such regulation, if any, will not adversely affect the Corporation's operations. Changes in such regulation could result in additional expenses and capital expenditures, availability of capital, competition, reserve uncertainty, potential conflicts of interest, title risks, dilution, and restrictions and delays in operations, the extent of which cannot be predicted.

The Corporation is at the exploration stage on all of its properties. Exploration on the Corporation's properties requires responsible best exploration practices to comply with Corporation policy, government regulations, and maintenance of claims and tenure.

The Corporation is required to be registered to do business and have a valid prospecting license (required to prospect or explore for minerals on crown Mineral land or to stake a claim) in any Canadian province in which it is carrying out work. Mineral exploration primarily falls under provincial jurisdiction. However, the Corporation is also required to follow the regulations pertaining to the mineral exploration industry that fall under federal jurisdiction, such as the Fish and Wildlife Act.

If any of the Corporation's projects are advanced to the development stage, those operations will also be subject to various laws and regulations concerning development, production, taxes, labor standards, environmental protection, mine safety and other matters. In addition, new laws or regulations governing operations and activities of mining companies could have a material adverse impact on any project in the mine development stage that the Corporation may possess.

Also, no assurance can be made that Canada Revenue Agency and provincial agencies will agree with the Corporation's characterization of expenses as Canadian exploration expenses or Canadian development expense or the eligibility of such expenses as Canadian exploration expense under the *Income Tax Act* (Canada) or any provincial equivalent.

Prix des métaux de base et précieux

Les prix des métaux de base et précieux peuvent fluctuer largement et sont affectés par de nombreux facteurs incluant la demande, l'inflation, la force du dollar US et des autres devises, les taux d'intérêts, la vente d'or par les banques centrales, les ventes à terme des producteurs, les événements politiques ou financiers au niveau global ou régional et la production et les niveaux de coûts dans les principales régions productrices. De plus, les prix sont parfois sujets à des fluctuations rapides à court terme à cause des activités spéculatives.

Même si la Société découvre des quantités commerciales de métaux sur ses propriétés, elle pourrait ne pas être en mesure de mener la propriété en production commerciale si les prix des métaux de base et précieux ne sont pas à des niveaux suffisants.

Besoin de financement additionnel

Actuellement, les programmes d'exploration sont entrepris par la Société avec l'objectif d'établir des quantités commerciales de minéralisation. La Société peut financer les programmes proposés par le biais de financement en capitaux propres et par l'exercice éventuel d'options en circulation. Ces financements seraient dilutifs pour les actionnaires actuels. Si les sources de financement par capitaux propres n'étaient pas disponibles pour la Société, la Société chercherait à conclure une entente de coentreprise dans laquelle la source de financement pourrait avoir droit à un intérêt partagé, négocié dans la propriété ou les projets. Si des programmes d'exploration menés par la Société permettent d'établir des quantités commerciales de minerai et/ou de teneur, des fonds additionnels seront nécessaires pour développer les propriétés et atteindre la production commerciale.

Dans ce cas, la Société pourrait chercher du capital par le biais de fonds additionnels en capitaux propres, instruments de dettes, en offrant un intérêt dans la propriété étant explorée et en permettant à la partie ou aux parties d'effectuer une exploration plus approfondie ou le développement de celle-ci afin d'obtenir un intérêt, ou par une combinaison d'ententes de financement. Il ne peut y avoir aucune assurance de telles sources de financement. De plus, si la Société n'est pas en mesure d'obtenir les ressources nécessaires en capital pour effectuer les paiements de propriétés ou d'exploration ou des obligations de développement applicable actuellement ou qui seraient applicables dans des coentreprises avec d'autres sociétés, sa « continuité d'exploitation » pourrait sérieusement être affectée.

Employés clés

La Société dépend d'un nombre relativement petit d'administrateurs et de dirigeants clés : Michael Ferreira et Sylvain Champagne. La perte d'une de ces personnes pourrait avoir un effet négatif pour la Société. La Société ne maintient pas d'assurance « personne clé » à l'égard de toute sa direction.

Precious and base metal prices

The price of precious and base metal prices can fluctuate widely and is affected by numerous factors including demand, inflation, strength of the US dollar and other currencies, interest rates, gold sales by the central banks, forward sales by producers, global or regional political or financial events, and production and cost levels in major producing regions. In addition, prices are sometimes subject to rapid short-term changes because of speculative activities.

Even if the Corporation discovers commercial amounts of metals on its properties, it may not be able to place the property into commercial production if precious and base metal prices are not at sufficient levels.

Need for Additional Financing

Currently, exploration programs are pursued by the Corporation with the objective of establishing mineralization of commercial quantities. The Corporation may fund the proposed programs through equity financing and the possible exercise of outstanding options. Such funding would be dilutive to current shareholders. Should sources of equity financing not be available to the Corporation, the Corporation would seek a joint venture relationship in which the funding source could become entitled to a shared, negotiated interest in the property or the projects. If exploration programs carried out by the Corporation are successful in establishing ore of commercial quantities and/or grade, additional funds will be required to develop the properties and reach commercial production.

In that event, the Corporation may seek capital through further equity funding, debt instruments, by offering an interest in the property being explored and allowing the party or parties carrying out further exploration or development thereof to earn an interest, or through a combination of funding arrangements. There can be no assurance of such funding sources. Furthermore, if the Corporation is not able to obtain the capital resources necessary to meet property payments or exploration or development obligations which now apply or which would apply in joint ventures with others, its potential as a "going concern" could be seriously affected.

Key Employees

The Corporation is dependent on a relatively small number of key directors and officers: Michael Ferreira and Sylvain Champagne. Loss of any one of these persons could have an adverse effect on the Corporation. The Corporation does not maintain "key-man" insurance in respect of any of its management.

Absence de bénéfice d'exploitation

La Société a été constituée le 14 novembre 2013 et depuis la constitution, n'a pas réalisé de gain ni payé de dividendes. Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement. Les variations de pertes annuelles et trimestrielles et des pertes par action sont affectées par les coûts d'administration et les dévaluations ou radiations de la valeur comptable des propriétés minières. Il est prévu que la Société continuera à subir des pertes dans un avenir prévisible. Il n'y a aucune assurance que la Société générera des revenus suffisants ou des profits opérationnels.

Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs sociétés possédant de plus grandes ressources financières et installations techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Risques non assurés

Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable de la pollution ou d'autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

AUTRES EXIGENCES DU RAPPORT DE GESTION

Capital-actions

Au 28 avril 2017, la Société comptait ce qui suit :

Émis et en circulation – 17 836 123 actions

Bons de souscription en circulation au 28 avril 2017/ Warrants outstanding as at April 28, 2017:

<u>Date d'expiration /</u> <u>Expiry date</u>	<u>Nombre de bons de</u> <u>souscription en circulation</u> <u>/</u> <u>Number of warrants</u> <u>outstanding</u>	<u>Nombre de bons de</u> <u>souscription</u> <u>exercçables /</u> <u>Number of warrants</u> <u>exercisable</u>	<u>Prix de levée /</u> <u>Exercise price (\$)</u>
25 novembre 2017 / November 25, 2017	1 425 000	1 425 000	0,10
22 juillet 2018 / July 22, 2018	1 166 666	1 166 666	0,25
16 novembre 2018 / November 16, 2018	<u>1 525 000</u>	<u>1 525 000</u>	0,25
	<u>4 116 666</u>	<u>4 116 666</u>	

Lack of operating profit

The Corporation was incorporated on November 14, 2013 and since incorporation, has not realized net income nor paid dividends. The Corporation's properties are in the exploration stage and to date none of them have a proven ore body. The Corporation does not have a history of earnings or the provision of return on investment, and in future there is no assurance that it will produce revenue, operate profitably or provide a return on investment. Variations in annual and quarterly loss and loss per shares are affected by administration costs and the write-down or write-off of mineral property carrying costs. It is anticipated that the Corporation will continue to experience operating losses for the foreseeable future. There can be no assurance that the Corporation will ever achieve significant revenues or profitable operations.

Competition

The mining industry is intensely competitive in all its phases. The Corporation competes with many companies possessing greater financial resources and technical facilities than itself for the acquisition of mineral interests as well as for recruitment and retention of qualified employees.

Uninsured Hazards

Hazards such as unusual geological conditions are involved in exploring for and developing mineral deposits. The Corporation may become subject to liability for pollution or other hazards, which cannot be insured against or against which the Corporation may elect not to insure because of high premium costs or other reasons. The payment of any such liability could result in the loss of Corporation assets or the insolvency of the Corporation.

OTHER MD&A REQUIREMENTS

Share capital

As at April 28, 2017, the Corporation had the following:

Issued and outstanding – 17,836,123 shares

Options d'achat d'actions aux courtiers en circulation au 28 avril 2017 / Stock purchase broker options outstanding as at April 28, 2017:

<u>Date d'expiration / Expiry date</u>	<u>Nombre d'options aux courtiers en circulation / Number of broker options outstanding</u>	<u>Nombre d'options aux courtiers exercibles / Number of broker options exercisable</u>	<u>Prix de levée / Exercise price (\$)</u>
22 juillet 2018 / July 22, 2018	<u>85 600</u>	<u>85 600</u>	0,15

Options d'achat d'actions en circulation au 28 avril 2017 / Stock purchase options outstanding as at April 28, 2017:

<u>Date d'expiration / Expiry date</u>	<u>Nombre d'options en circulation / Number of options outstanding</u>	<u>Nombre d'options exercibles / Number of options exercisable</u>	<u>Prix de levée / Exercise price (\$)</u>
15 octobre 2024 / October 15, 2024	500 000	500 000	0,11
15 juillet 2025 / July 15, 2025	50 000	50 000	0,11
27 juin 2026 / June 27, 2026	400 000	400 000	0,20
18 janvier 2027 / January 18, 2027	<u>200 000</u>	<u>200 000</u>	0,245
	<u>1 150 000</u>	<u>1 150 000</u>	

AUTRE INFORMATION

L'adresse du site web de la Société est www.xterraresources.com. Des informations complémentaires concernant la Société et ses opérations sont déposées électroniquement sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) au Canada et peuvent être obtenues à partir de l'adresse www.sedar.com.

**MISE EN GARDE CONCERNANT LES
RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS**

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion peuvent renfermer des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs peuvent notamment inclure des énoncés au sujet des projets, des coûts, des objectifs ou du rendement économique futurs de la Société ou des hypothèses sous-jacentes à ceux-ci, notamment ceux qui sont décrits aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. Dans le présent rapport de gestion, les expressions telles que « pouvoir », « probable », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention », « planifier », « estimer » et des expressions similaires, leur mode conditionnel ou futur, et leur forme négative, servent à désigner des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sauraient être interprétés comme une garantie d'un rendement ou de résultats futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ce rendement futur se matérialisera ni comment ou à quel moment il pourra se matérialiser. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les renseignements alors disponibles et/ou sur les croyances de bonne foi de la direction à l'égard d'événements futurs. Ils sont assujettis à des risques connus et inconnus, à des incertitudes et à d'autres facteurs imprévisibles, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux qui sont exposés aux rubriques « Instruments financiers » et « Facteurs de risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que laissent entrevoir les énoncés prospectifs. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour ni de réviser les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion pour tenir compte de renseignements nouveaux, d'événements ou de circonstances subséquents ou pour toute autre raison, et elle n'est tenue à aucune obligation à cet égard, sauf si les lois applicables l'y obligent.

OTHER INFORMATION

The Corporation's web address is www.xterraresources.com. Further information regarding the Corporation and its operations are filed electronically on the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) in Canada and can be obtained from www.sedar.com.

FORWARD-LOOKING STATEMENTS

Certain of the information contained in this MD&A may contain "forward-looking statements". Forward-looking statements may include, among others, statements regarding the Corporation's future plans, costs, objectives or economic performance, or the assumptions underlying any of the foregoing, including those described under "Financial instruments" and "Risks and uncertainties" in this Corporation's MD&A. In this MD&A, words such as "may", "would", "could", "will", "likely", "believe", "expect", "anticipate", "intend", "plan", "estimate" and similar words and the negative form thereof are used to identify forward-looking statements. Forward-looking statements should not be read as guarantees of future performance or results, and will not necessarily be accurate indications of whether, or the times at or by which, such future performance will be achieved. Forward-looking statements are based on information available at the time and/or management's good-faith belief with respect to future events and are subject to known or unknown risks, uncertainties and other unpredictable factors, many of which are beyond the Corporation's control.

These risks and uncertainties include, but are not limited to, those described in this MD&A, under the headings "Financial instruments" and "Risks and uncertainties", and could cause actual events or results to differ materially from those projected in any forward-looking statements. The Corporation does not intend, nor does it undertake any obligation, to update or revise any forward-looking statements contained in this MD&A to reflect subsequent information, events or circumstances or otherwise, except if required by applicable laws.

Le 28 avril, 2017.

April 28, 2017

(S) Michael Ferreira

Michael Ferreira, President and Chief Executive Officer

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, Chief Financial Officer

INFORMATION CORPORATIVE / CORPORATE INFORMATION

Administrateurs / Directors

Michael Ferreira
Sylvain Champagne (1)
Michael Byron
Sébastien Bellefleur (1)
Jean-François Madore (1)
Michel Chapdelaine

(1) Membre du comité d'audit / Audit Committee member

Dirigeants / Officers

Michael Ferreira

Président et chef de la direction /
President and Chief Executive Officer

Sylvain Champagne

Chef financier /
Chief Financial Officer

Auditeurs / Auditors.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l. / s.e.n.c.r.l.
1250, René-Lévesque Boulevard West – Suite 2500
Montréal (Québec) H3B 4Y1

Agent de transfert / Transfer Agents

Computershare Canada
1500, Robert-Bourassa Boulevard – Suite 700
Montréal (Québec) H3A 3S8

Avocats / Solicitors

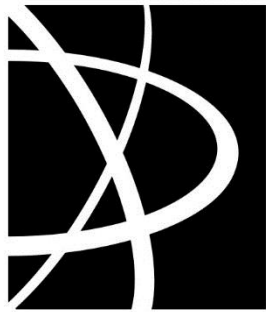
Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. / s.r.l.
800 Place Victoria, Suite 3700
Montréal (Québec) H4Z 1E9

Bourse / Exchange Listing

TSX Venture Exchange
Symbole boursier / Ticker symbol: XTT
CUSIP: 98387W
ISIN: CA 98387W106

Siège Social / Head Office

139, Québec Avenue – Suite 202
Rouyn-Noranda, Québec, Canada J9X 6M8
Tel. : 819-762-4101



X·TERRA

RESOURCES INC.

Ressources X-Terra Inc.

États financiers consolidés
31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Financial Statements
December 31, 2016 and 2015



Le 28 avril 2017

April 28, 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Independent Auditor's Report

Aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.

To the Shareholders of X-Terra Resources Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ressources X-Terra Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2016 et 2015, les états consolidés de la perte, de la perte globale, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un sommaire des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

We have audited the accompanying consolidated financial statements of X-Terra Resources Inc., which comprise the consolidated statements of financial position as at December 31, 2016 and 2015 and the consolidated statements of loss, comprehensive loss, changes in equity and cash flows for the years then ended, and the related notes, which comprise a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

Management's responsibility for the consolidated financial statements

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsabilité de l'auditeur

Auditor's responsibility

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audits. We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250 René-Lévesque Boulevard West, Suite 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502, www.pwc.com/ca*

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., an Ontario limited liability partnership.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources X-Terra Inc. aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de Ressources X-Terra Inc. à poursuivre son exploitation.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained in our audits is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of X-Tera Resources Inc. as at December 31, 2016 and 2015 and its financial performance and its cash flows for the years then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Emphasis of matter

Without qualifying our opinion, we draw attention to note 1 in the consolidated financial statements which describes matters and conditions that indicate the existence of a material uncertainty that may cast significant doubt about X-Terra Resources Inc.'s ability to continue as a going concern.

*PricewaterhouseCoopers LLP*¹

² CPA auditor, CA, public accountancy permit No. A123642

Ressources X-Terra Inc.États consolidés de la situation financière
Aux 31 décembre 2016 et 2015**X-Terra Resources Inc.**Consolidated Statements of Financial Position
As at December 31, 2016 and 2015

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2016 \$	2015 \$	
Actifs				Assets
Actifs courants				Current assets
Trésorerie	6	515 084	142 129	Cash
Débiteurs	7	34 902	3 998	Accounts receivable
Crédits d'impôt à recevoir	7	26 402	5 966	Tax credits receivable
Assurance payée d'avance		2 445	660	Prepaid insurance
		<u>578 833</u>	<u>152 753</u>	
Actifs non courants				Non-current assets
Immobilisations corporelles	8	3 155	4 222	Property, plant and equipment
Propriétés minières, pétrolières et gazières	9	86 657	69 075	Mining and oil and gas properties
Frais d'exploration reportés	10	84 242	39 324	Deferred exploration expenses
		<u>174 054</u>	<u>112 621</u>	
Total des actifs		<u>752 887</u>	<u>265 374</u>	Total assets
Passifs				Liabilities
Passifs courants				Current liabilities
Créditeurs et frais courus		59 392	17 858	Accounts payable and accrued liabilities
Total des passifs		<u>59 392</u>	<u>17 858</u>	Total liabilities
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc.				Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders
Capital-actions	11	1 374 925	736 454	Share capital
Bons de souscription	11	189 006	30 185	Warrants
Surplus d'apport	12	29 797 817	29 724 617	Contributed surplus
Déficit		(30 668 253)	(30 243 740)	Deficit
Total des capitaux propres		<u>693 495</u>	<u>247 516</u>	Total equity
Total des passifs et des capitaux propres		<u>752 887</u>	<u>265 374</u>	Total liabilities and equity

Continuité de l'exploitation / Going concern (Note 1)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Approuvé par le conseil d'administration
(S) Michael Ferreira
Michael Ferreira
Président et chef de la direction / President and Chief Executive Officer

Approved by the Board of Directors
(S) Sylvain Champagne
Sylvain Champagne
Chef de la direction financière / Chief Financial Officer

Ressources X-Terra Inc.États consolidés de la perte globale
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015**X-Terra Resources Inc.**Consolidated Statements of Comprehensive Loss
For the years ended December 31, 2016 and 2015

(présentés en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions) (expressed in Canadian dollars, except number of shares)

	Notes	2016 \$	2015 \$	
Dépenses				Expenses
Honoraires professionnels		52 981	50 824	Professional fees
Honoraires de consultants		179 669	86 760	Consulting fees
Frais associés aux sociétés ouvertes		26 396	29 360	Public company expenses
Frais de bureau et frais généraux		42 783	35 954	Office and general
Frais de conférences et de promotion		30 937	7 805	Conference and promotion
				Depreciation of property, plant and
Amortissement		1 067	1 453	equipment
Dépenses de pré-acquisition		-	10 000	Pre-acquisition expenses
Dépréciation de propriétés minières, pétrolières et gazières	9	18 365	30 523	Impairment on mining and oil and gas properties
Dépréciation de frais d'exploration reportés	10	-	75 648	Impairment on deferred exploration expenses
Perte sur disposition de propriétés pétrolières et gazières	9, 10	-	59 624	Loss on disposal of oil and gas properties
Rémunération à base d'actions	12	<u>73 200</u>	<u>4 650</u>	Share-based compensation
Perte d'exploitation		425 398	392 601	Operating loss
Revenus financiers		<u>(885)</u>	<u>(613)</u>	Finance income
Perte nette et globale de l'exercice		<u>424 513</u>	<u>391 988</u>	Net and comprehensive loss for the year
Perte nette par action de base et diluée		<u>0,04</u>	<u>0,06</u>	Basic and diluted net loss per share
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				Weighted average number of shares outstanding
De base et diluée		<u>11 070 481</u>	<u>6 513 132</u>	Basic and diluted

La perte nette et la perte globale est exclusivement attribuable aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Net loss and comprehensive loss is solely attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres
Pour les exercices terminés le 31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Changes in Equity
For the years ended December 31, 2016 and 2015

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources X-Terra Inc. / Equity attributable to X-Terra Resources Inc. shareholders						
	Nombre d'actions ordinaires / Number of common shares	Capital- actions / Share capital \$	Bons de souscription et options aux courtiers / Warrants and broker warrants \$	Surplus d'apport / Contribut ed surplus \$	Déficit / Deficit \$	Total des capitaux propres / Total equity \$	
Solde – 1^{er} janvier 2015	6 177 790	607 769	-	29 719 967	(29 851 752)	475 984	Balance – January 1, 2015
Perte nette de l'exercice					(391 988)	(391 988)	Net loss for the year
Placement privé (note 11)	3 400 000	137 700	32 300	-	-	170 000	Private placement (Note 11)
Frais d'émission (note 11)	-	(9 015)	(2 115)	-	-	(11 130)	Share issuance fees (Note 11)
Rémunération à base d'actions (note 12)				4 650	-	4 650	Share-based compensation (Note 12)
Solde – 31 décembre 2015	9 577 790	736 454	30 185	29 724 617	(30 243 740)	247 516	Balance – December 31, 2015
Perte nette de l'exercice					(424 513)	(424 513)	Net loss for the year
Placement privés (note 11)	5 383 333	650 500	157 000	-	-	807 500	Private placements (Note 11)
Exercice de bons de souscription (note 11)	275 000	32 725	(5 225)			27 500	Warrants exercised (Note 11)
Options octroyés à des courtiers (Note 11)	-	-	18 404	-	-	18 404	Broker options granted (Note 11)
Frais d'émission (note 11)	-	(44 754)	(11 358)	-	-	(56 112)	Share issuance fees (Note 11)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	73 200	-	73 200	Share-based compensation (Note 12)
Solde – 31 décembre 2016	15 236 123	1 374 925	189 006	29 797 817	(30 668 253)	693 495	Balance – December 31, 2016

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. /
The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Ressources X-Terra Inc.

États consolidés des flux de trésorerie
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

Consolidated Statements of Cash Flows
For the years ended December 31, 2016 and 2015

(présentés en dollars canadiens)

(expressed in Canadian dollars)

	Notes	2016 \$	2015 \$	
Flux de trésorerie provenant des (utilisées dans les)				Cash flows from (used in)
Activités d'exploitation				Operating activities
Perte nette de l'exercice		(424 513)	(391 988)	Net loss for the year
Ajustements pour :				Adjustments for:
Amortissement		1 067	1 453	Depreciation of property, plant and equipment
Rémunération à base d'actions	12	73 200	4 650	Share-based compensation
Dépréciation de propriétés minières	9	18 365	30 523	Impairment on mining properties
Dépréciation de frais d'exploration reportés	10	-	75 648	Impairment on deferred exploration expenses
Perte sur disposition de propriétés pétrolières et gazières	9, 10	-	59 624	Loss on disposal of oil and gas properties
		<u>92 632</u>	<u>(220 090)</u>	
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement				Changes in non-cash of working capital items
Débiteurs	7	(30 904)	5 846	Accounts receivable
Assurance payée d'avance		(1 785)	2 458	Prepaid insurance
Créditeurs et frais courus		<u>33 564</u>	<u>(2 982)</u>	Accounts payable and accrued liabilities
		<u>875</u>	<u>5 322</u>	
Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'exploitation		<u>(331 006)</u>	<u>(214 768)</u>	Net cash used in operating activities
Activités d'investissement				Investing activities
Crédits d'impôt reçus	7	5 065	1 954	Tax credit received
Disposition de propriétés pétrolières et gazières	9, 10	-	5 000	Disposal of oil and gas properties
Dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières	9	(35 947)	(9 531)	Expenditures on mining and oil and gas properties
Dépenses de frais d'exploration reportés	10	<u>(62 449)</u>	<u>(7 175)</u>	Expenditures on deferred exploration expenses
Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement		<u>(93 331)</u>	<u>(9 752)</u>	Net cash used in investing activities
Activités de financement				Financing activities
Placement privé	11	807 500	170 000	Private placement
Exercice de bons de souscription	11	27 500	-	Warrants exercised
Frais d'émission	11	<u>(37 708)</u>	<u>(11 130)</u>	Share issuance fees
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		<u>797 292</u>	<u>158 870</u>	Net cash provided by financing activities
Variation nette de la trésorerie durant l'exercice		372 955	(65 650)	Net change in cash during the year
Trésorerie au début de l'exercice		<u>142 129</u>	<u>207 779</u>	Cash – Beginning of year
Trésorerie à la fin de l'exercice		<u>515 084</u>	<u>142 129</u>	Cash – End of year
Information supplémentaire				Supplemental information
Frais d'exploration reportés inclus dans les créditeurs et frais courus		7 970	-	Deferred exploration expenses included in accounts payable and accrued liabilities
Intérêts reçus		885	613	Interest received

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés. / The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

1- Nature des activités, liquidités et continuité de l'exploitation

Ressources X-Terra Inc. (la « Société ») a été constituée le 14 novembre 2013 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et est cotée à la bourse de croissance TSX (« TSX-V »). Le siège social de la Société est situé au 139 avenue Québec, suite 202, Rouyn-Noranda, Québec, Canada. La Société, une société d'exploration, est engagée dans l'acquisition, l'exploration et le développement de propriétés minières, pétrolières et gazières. Elle détient des intérêts dans des propriétés au stade d'exploration situées au Canada, et n'a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves pouvant être exploitées économiquement.

Tant qu'il n'est pas déterminé qu'une propriété contient des réserves ou des ressources économiquement exploitables, elle est classée comme propriété d'exploration. La recouvrabilité des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés dépend de la découverte de réserves et de ressources économiquement recouvrables, de l'obtention et du maintien des titres et de l'intérêt des propriétés, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à la poursuite de l'exploration, de l'évaluation et du développement de ses propriétés et de l'obtention de certaines approbations gouvernementales et de la production rentable future ou du produit de la cession de propriétés. Des changements dans les conditions futures pourraient nécessiter une dépréciation significative de la valeur comptable des propriétés minières, pétrolières et gazières et des frais d'exploration reportés.

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les propriétés minières, pétrolières et gazières dans lesquelles la Société conduit actuellement des travaux d'exploration et dans lesquelles elle acquiert un intérêt, conformément aux normes de l'industrie pour la phase courante d'exploration de ses propriétés, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des

1- Nature of operations and going concern

X-Terra Resources Inc. (the "Corporation") was incorporated on November 14, 2013 under the Canada Business Corporations Act and is listed on the TSX Venture Exchange ("TSX-V"). The address of the Corporation's headquarters and registered office is 202-139 Québec Avenue, Rouyn-Noranda, Quebec, Canada. The Corporation, an exploration stage company, is engaged in the business of acquiring, exploring and developing mining and oil and gas properties. It has interests in properties at the exploration stage located in Canada, and has not yet determined whether they contain deposits that are economically recoverable.

Until it is determined that properties contain reserves or resources that can be economically mined or extracted, they are classified as exploration properties. The recoverability of mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses is dependent on the discovery of economically recoverable reserves and resources; securing and maintaining title and beneficial interest in the properties; the ability to obtain necessary financing to continue the exploration, evaluation and development of its properties; and obtaining certain government approvals and future profitable production or proceeds from the disposal of properties. Changes in future conditions could require material impairment of the carrying value of the mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses.

Although the Corporation has taken steps to verify title to its mining and oil and gas properties on which it is currently conducting exploration and in which it is acquiring an interest, in accordance with industry standards for the current stage of exploration of such property, these procedures do not guarantee the Corporation's title. Property title may be subject to unregistered prior agreements and non-compliance with regulatory requirements.

The accompanying consolidated financial statements have been prepared using International Financial Reporting Standards ("IFRS") applicable to a going concern, which contemplates the realization of assets and settlement of liabilities in the normal course of business as they come due. In

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tel qu'il est décrit dans le paragraphe suivant. Ces états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications des états consolidés de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Au 31 décembre 2016, la Société disposait d'un fonds de roulement de 519 441 \$ (134 895 \$ au 31 décembre 2015), incluant la trésorerie de 515 084 \$ (142 129 \$ au 31 décembre 2015), et a accumulé un déficit de 30 668 253 \$ (30 243 740 \$ au 31 décembre 2015) et a enregistré une perte nette de 424 513 \$ pour l'exercice terminé à cette date (391 988 \$ en 2015). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de financer ses programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles pour la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés.

assessing whether the going concern assumption is appropriate, Management takes into account all available information about the future, which is at least, but not limited to, twelve months from the end of the reporting period. Management is aware, in making its assessment, of material uncertainties related to events and conditions that lend a significant doubt upon the Corporation's ability to continue as a going concern and, accordingly, the appropriateness of the use of IFRS applicable to a going concern, as described in the following paragraph. These consolidated financial statements do not reflect the adjustment to the carrying values of assets and liabilities, expenses and financial position classifications that would be necessary if the going concern assumption would not be appropriate. These adjustments could be material.

As at December 31, 2016, the Corporation had working capital of \$519,441 (December 31, 2015 – \$134,895) including cash of \$515,084 (December 31, 2015 – \$142,129) and an accumulated deficit of \$30,668,253 (December 31, 2015 – \$30,243,740), and had incurred a net loss of \$424,513 for the year then ended (2015 – \$391,988). In addition to ongoing working capital requirements, the Corporation must secure sufficient funding to meet its obligations and to fund its exploration and evaluation programs and pay general and administration costs. Any future funding shortfall may be met in a number of ways, including the issuance of new equity instruments, cost reductions and other measures. While Management has been successful in securing financing in the past, there can be no assurance it will be able to do so in the future, that such sources of funding or initiatives will be available to the Corporation or that they will be available on terms acceptable to the Corporation. If Management is unable to obtain new funding, the Corporation may be unable to continue its operations, and amounts realized for assets might be less than amounts reflected in these consolidated financial statements.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

L'exercice de la Société se clôt le 31 décembre. Les états financiers consolidés ont été autorisés pour distribution par le conseil d'administration le XX avril 2017.

The Corporation's financial year ends on December 31. The consolidated financial statements were authorized by the Board of Directors for publication on April XX, 2017.

2- Base de préparation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés.

3- Sommaire des principales politiques comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés se présentent comme suit.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui concerne certains actifs financiers qui sont mesurés à la juste valeur. De plus, ces états financiers consolidés ont été dressés selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, à l'exception de l'information concernant les flux de trésorerie.

Consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales. Les transactions, les soldes et les gains et pertes latents intragroupe sont éliminés lors de la consolidation. Les filiales sont les entités que la Société a la capacité de contrôler. La Société contrôle une entité lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables de par sa participation dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements en exerçant son pouvoir sur l'entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle la Société cesse d'avoir ce contrôle.

2- Basis of presentation

The accompanying consolidated financial statements have been prepared in accordance with IFRS as issued by the *International Accounting Standards Board* ("IASB").

The Corporation has consistently applied the same accounting policies throughout all the periods presented in these consolidated financial statements.

3- Summary of significant accounting policies

The significant accounting policies used in the preparation of these consolidated financial statements are as follows.

Basis of measurement

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost basis, except for certain financial instruments which are measured at fair value. In addition, the consolidated financial statements have been prepared using the accrual basis of accounting, except for cash flow information.

Consolidation

The financial statements consolidate the accounts of the Corporation and its subsidiaries. All intercompany transactions, balances and unrealized gains or losses from intercompany transactions are eliminated on consolidation. Subsidiaries are all entities over which the Corporation has the ability to exercise control. The Corporation controls an entity when the Corporation is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the Corporation and are de-consolidated from the date the control ceases.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Trésorerie

La trésorerie se compose de l'encaisse, des soldes bancaires et des placements temporaires très liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois et qui sont encaissables en tout temps en un montant connu de trésorerie sans pénalité.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie sur ces actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté aux états consolidés de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Tous les instruments financiers doivent être évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La juste valeur est basée sur les cours du marché, à moins que les instruments financiers ne soient pas négociés sur un marché actif. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation comme le modèle d'évaluation des prix de Black-Scholes ou d'autres techniques d'évaluation.

L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la classification de l'instrument financier. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon la fin pour laquelle elle a acquis les instruments :

- *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net* : Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir. Les dérivés sont aussi classés dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés comme couvertures. Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la

Cash

Cash consist of cash on hand, bank balances, and highly liquid short-term investments with original maturities of three months or less from the date of purchase and which are readily convertible to known amounts of cash at any time without penalties.

Financial instruments

Financial assets and financial liabilities are recognized when the Corporation becomes a party to the contractual provisions of the instrument. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the assets have expired or have been transferred and the Corporation has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial assets and financial liabilities are offset and the net amount is reported in the consolidated statement of financial position when there is a legally enforceable right to offset the recognized amounts and there is an intention to settle on a net basis or realize the asset and settle the liability simultaneously.

All financial instruments are required to be measured at fair value on initial recognition. The fair value is based on quoted market prices, unless the financial instruments are not traded in an active market. In this case, the fair value is determined by using valuation techniques such the Black-Scholes option pricing model or other valuation techniques.

Measurement in subsequent periods depends on the classification of the financial instrument. At initial recognition, the Corporation classifies its financial instruments in the following categories depending on the purpose for which the instruments were acquired:

- *Financial assets at fair value through profit or loss*: A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling or repurchasing in the short term. Derivatives are also included in this category unless they are designated as hedges. Financial instruments in this category are recognized initially and subsequently at fair value. Transaction costs are expensed in the

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

juste valeur. Les frais de transaction sont passés en charges aux états consolidés de la perte. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés aux états consolidés de la perte au cours de la période à laquelle ils se produisent. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme courants, exception faite de la portion que l'entité s'attend à recouvrer ou à régler dans plus de douze mois de la date de la situation financière, laquelle est classée comme non courante.

- *Actifs financiers disponibles à la vente* : Les actifs financiers disponibles à la vente sont des instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des frais de transaction et sont ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les gains ou les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou dévalué, le montant cumulé des gains ou des pertes est transféré du cumul des autres éléments du résultat global aux états consolidés de la perte.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont classés comme étant non courants, sauf si le placement vient à échéance dans les douze mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les douze mois.

- *Prêts et créances* : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir, moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur. Les prêts et créances de la Société sont inclus dans l'actif courant, sauf pour les instruments ayant une échéance supérieure à douze mois à la date de l'état de la situation financière considérée, lesquels sont classés comme des actifs non courants.

consolidated statement of loss. Gains and losses arising from changes in fair value are presented in the consolidated statement of loss in the period in which they arise. Financial assets at fair value through profit or loss are classified as current, except for the portion expected to be realized or paid beyond twelve months of the statement of financial position date, which is classified as non-current.

- *Available-for-sale financial assets*: Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. Available-for-sale financial assets are recognized initially at fair value plus transaction costs and are subsequently carried at fair value. Gains or losses arising from changes in fair value are recognized in other comprehensive income. When an available-for-sale investment is sold or impaired, the accumulated gains or losses are moved from accumulated other comprehensive income to the consolidated statement of loss.

Available-for-sale financial assets are classified as non-current, unless an investment matures within twelve months, or management expects to dispose of it within twelve months.

- *Loans and receivables*: Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Loans and receivables are recognized initially at the amount expected to be received, less, when material, a discount to reduce the loans and receivables to fair value. Subsequently, loans and receivables are measured at amortized cost using the effective interest method less a provision for impairment. Loans and receivables are included in current assets, except for instruments with maturities greater than twelve months after the end of the reporting period, which are classified as non-current assets.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

- *Passifs financiers au coût amorti* : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les comptes créditeurs et les frais courus. Les comptes créditeurs et les frais courus sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et les frais courus sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les douze mois. Sinon, ils sont présentés dans le passif non courant.

Les instruments financiers de la Société sont classés comme suit :

Instrument financier	Catégorie
Fonds monétaires Titres négociables	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
Investissement dans des actions d'une société ouverte	Actifs financiers disponibles à la vente
Encaisse et soldes bancaires Débiteurs	Prêts et créances
Créditeurs et frais courus	Passifs financiers au coût amorti

Dévaluation d'actifs financiers

À chaque date de l'état consolidé de la situation financière, la Société analyse s'il existe des indications objectives selon lesquelles un actif financier est dévalué. Un actif financier est dévalué et des pertes pour dévaluation sont imputées uniquement s'il existe des indications objectives de dévaluation découlant d'un ou de plusieurs événements qui se sont produits après la constatation initiale (un «événement générateur de perte») et que cet événement générateur de perte a une incidence sur les flux de trésorerie estimatifs découlant des actifs financiers qui peuvent être estimés de façon fiable. Si de telles indications existent, alors la Société constate une perte pour dévaluation, de la façon suivante :

- *Actifs financiers comptabilisés au coût amorti* : La perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit

- *Financial liabilities at amortized cost*: Financial liabilities at amortized cost consist of accounts payable and accrued liabilities. Accounts payable and accrued liabilities are initially recognized at the amount required to be paid, less, when material, a discount to reduce to fair value. Subsequently, accounts payable and accrued liabilities are measured at amortized cost using the effective interest method. Financial liabilities are classified as current liabilities if payment is due within twelve months. Otherwise, they are presented as non-current liabilities.

The Corporation's financial instruments are classified as follows:

Financial instrument	Category
Money market funds Marketable securities	Financial assets at fair value through profit or loss
Investment in shares of a public company	Available-for-sale financial assets
Cash on hand and bank balances Accounts receivable	Loans and receivables
Accounts payable and accrued liabilities	Financial liabilities at amortized cost

Impairment of financial assets

At each reporting date of the consolidated statement of financial position, the Corporation assesses whether there is objective evidence that a financial asset is impaired. A financial asset is impaired and impairment losses are incurred only if there is objective evidence of impairment as a result of one or more events that occurred after initial recognition (a "loss event") and that loss event has an impact on the estimated cash flows of the financial assets that can be reliably estimated. If such evidence exists, the Corporation recognizes an impairment loss, as follows:

- *Financial assets carried at amortized cost*: The impairment loss is the difference between the amortized cost of the loan or receivable and the present value of the estimated future cash flows, discounted using the instrument's original effective interest rate. The carrying amount of the asset is reduced by this amount either

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont résorbées dans les périodes subséquentes si le montant de la perte diminue et si la diminution peut être objectivement associée à un événement qui s'est produit après la constatation de la dévaluation. Les pertes pour dévaluation et les renversements sont portés à l'état consolidé de la perte.

- *Investissements disponibles à la vente* : La perte pour dévaluation correspond à la différence entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte de valeur déjà portée à l'état consolidé de la perte. Ce montant représente la perte dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée à l'état consolidé de la perte. Les pertes pour dévaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente ne peuvent faire l'objet d'une reprise de valeur.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins l'amortissement cumulé et les charges de dévaluation cumulées. Le coût d'un actif inclus dans les immobilisations corporelles comprend le coût d'achat, lequel peut inclure la construction ou le développement d'un élément des immobilisations corporelles, tous les coûts directement attribuables au fait d'amener l'actif sur le site et à l'état requis pour son utilisation prévue et une estimation initiale des coûts de démantèlement de l'actif et de restauration du site où l'actif était situé. Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges à l'état consolidé de la perte au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour répartir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée d'utilité prévue, comme suit :

	Méthode	Taux
Matériel informatique	Mode dégressif	30 %
Fournitures de bureau	Mode dégressif	20 %
Équipement d'exploration	Mode dégressif	30 %

La Société alloue le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties.

directly or indirectly through the use of an allowance account. Impairment losses on financial assets carried at amortized cost are reversed in subsequent periods if the amount of the loss decreases and the decrease can be related objectively to an event occurring after the impairment was recognized. Impairment losses as well as reversals are recognized in the consolidated statement of loss.

- *Available-for-sale investments*: The impairment loss is the difference between the original cost of the asset and its fair value at the measurement date, less any impairment losses previously recognized in the consolidated statement of loss. This amount represents loss in accumulated other comprehensive income that is reclassified to net loss. Impairment losses on available-for-sale equity investments are not reversed.

Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The cost of an item of property, plant and equipment consists of the purchase price which may include construction or development of an item of property, plant and equipment, any costs directly attributable to bringing the asset to the location and condition necessary for its intended use, an initial estimate of the costs of dismantling the item and restoring the site on which it is located. Repairs and maintenance costs are charged to the consolidated statement of loss in the period in which they are incurred.

Depreciation is recognized based on the cost of an item of property, plant and equipment less its estimated residual value, over its estimated useful life as follows:

	Method	Rate
Computer equipment	Declining balance	30%
Office furniture	Declining balance	20%
Exploration equipment	Declining balance	30%

The Corporation allocates the amount initially recognized in respect of an item of property, plant and equipment to its significant parts and depreciates separately each such part.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues chaque année et ajustées au besoin.

Residual values, method of depreciation and useful lives of the assets are reviewed annually and adjusted if appropriate.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état consolidé de la perte.

Gains and losses on disposals of property, plant and equipment are determined by comparing the proceeds with the carrying amount of the asset and are included in the consolidated statement of loss.

Exploration et évaluation

Exploration and evaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés minières, pétrolières et gazières et de frais d'exploration reportés. Les coûts engagés pour les activités qui précèdent l'E&E des ressources minérales, étant tous les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux d'explorer le secteur sont passés en charges immédiatement.

Exploration and evaluation ("E&E") assets comprise mining and oil and gas properties and deferred exploration expenses. Expenditures incurred on activities that precede exploration for and evaluations of mineral resources, being all expenditures incurred prior to securing the legal rights to explore an area, are expensed immediately.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

E&E assets include rights in mining and oil and gas properties, paid or acquired through a business combination or an acquisition of assets, and costs related to the initial search for mineral deposits with economic potential or to obtain more information about existing mineral deposits.

Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur. Les droits dans des propriétés minières, pétrolières et gazières et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits dans des propriétés minières sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Mining and oil and gas rights are recorded at acquisition cost less accumulated impairment losses. Mining and oil and gas rights and options to acquire undivided interests in mining and oil and gas rights are depreciated only as these properties are put into commercial production.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés comme coût de propriété lorsque les paiements sont versés ou reçus.

From time to time, the Corporation may acquire or dispose of a property pursuant to the terms of an option agreement. Due to the fact that options are exercisable entirely at the discretion of the option holder, the amounts payable or receivable are not recorded. Option payments are recorded as property costs or recoveries when the payments are made or received.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts

E&E expenditures for each separate area of interest are capitalized and include costs associated with prospecting, sampling, trenching, drilling and other work involved in searching for ore, such as topographical, geological, geochemical and geophysical studies. They also reflect costs related to establishing the technical and

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai qui est classé comme une ressource minérale;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux licences; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études de portée, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie sous les rubriques dépenses sur les propriétés minières, pétrolières et gazières et dépenses de frais d'exploration reportés.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont révisés pour dévaluation s'il existe des indications selon lesquelles que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») auquel l'actif en question appartient. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée du coût de cession et la valeur d'utilité.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif ou d'une UGT est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant

commercial viability of extracting a mineral resource identified through exploration or acquired through a business combination or asset acquisition. E&E expenditures include the cost of:

- establishing the volume and grade of deposits through drilling of core samples, trenching and sampling activities in an ore body that is classified as a mineral resource;
- determining the optimal methods of extraction and metallurgical and treatment processes;
- studies related to surveying, transportation and infrastructure requirements;
- licensing activities; and
- economic evaluations to determine whether development of the mineralized material is commercially justified, including scoping, prefeasibility and final feasibility studies.

E&E expenditures include overhead expenses directly attributable to the related activities.

Cash flows attributable to capitalized E&E costs are classified as investing activities in the consolidated statement of cash flows under the captions expenditures on mining and oil and gas properties and expenditures on deferred exploration expenses.

Impairment of non-financial assets

Non-financial assets are reviewed for impairment if there is any indication that the carrying amount may not be recoverable. If any such indication is present, the recoverable amount of the asset is estimated in order to determine whether impairment exists. Where the asset does not generate cash flows that are independent from other assets, the Corporation estimates the recoverable amount of the cash-generating unit ("CGU") to which the asset belongs. An asset's recoverable amount is the higher of fair value less costs of disposal and value in use.

If the recoverable amount of an asset or CGU is estimated to be less than its carrying amount, the carrying amount is reduced to the recoverable

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée comme dépréciation ou amortissement additionnel. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation ou d'amortissement pour la période.

Aide gouvernementale

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables à l'égard des dépenses d'exploration minière admissibles engagés dans la province de Québec qui sont imputés en réduction des frais d'exploration reportés aux états consolidés de la situation financière ou en réduction des charges si les coûts sont passés en charges.

Rémunération à base d'actions

La juste valeur des options sur actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges, ou capitalisée dans les frais d'exploration reportés, sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société.

La juste valeur est évaluée à la date de l'octroi et est constatée dans la période d'attribution des options. La juste valeur des options octroyées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, en tenant compte des modalités selon lesquelles les options ont été octroyées.

Capital-actions et bons de souscription

Les actions ordinaires et les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres. Les coûts additionnels directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont constatés en réduction du produit dans les capitaux propres dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu. Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes, qui sert à déterminer la juste valeur des bons de souscription émis.

amount. Impairment is recognized immediately as additional depreciation or amortization. Where an impairment subsequently reverses, the carrying amount is increased to the revised estimate of recoverable amount but only to the extent that this does not exceed the carrying value that would have been determined if no impairment had previously been recognized. A reversal is recognized as a reduction in the depreciation or amortization charge for the period.

Government assistance

The Corporation is entitled to refundable tax credits on qualified mining exploration expenses incurred in the province of Quebec, which are recorded against the deferred exploration expenditures reported on the consolidated statement of financial position or against expenses if the costs have been expensed.

Share-based compensation

The fair value of share options granted to employees is recognized as an expense, or capitalized to deferred exploration expenses, over the vesting period with a corresponding increase in contributed surplus. An individual is classified as an employee when the individual is an employee for legal or tax purposes (direct employee) or provides services similar to those performed by a direct employee, including directors of the Corporation.

The fair value is measured at the grant date and recognized over the period in which the options vest. The fair value of the options granted is measured using the Black-Scholes option pricing model, taking into account the terms and conditions on which the options were granted.

Share capital and warrants

Common shares and warrants are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issuance of shares or warrants are recognized as a deduction from the proceeds in equity in the period the transaction occurs. Proceeds from unit placements are allocated between shares and warrants issued, proportionate to the fair value of the shares and warrants within the unit, using the Black-Scholes options pricing model to determine the fair value of warrants issued.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Actions accréditives

La Société finance certaines dépenses de prospection en émettant des actions accréditives. La Société renonce aux déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. La Société constate un passif d'impôts différés pour les actions accréditives et une charge d'impôts différés au moment où les frais admissibles sont engagés. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») calculé selon la méthode résiduelle est constaté à titre d'autre passif, lequel est renversé dans les résultats comme recouvrement d'impôts différés lorsque les dépenses admissibles sont engagées.

Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts sur les résultats pour les périodes présentées comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté dans les états consolidés de la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les autres éléments du résultat global ou les capitaux propres, selon le cas.

L'impôt minier représente les impôts provinciaux au Canada perçus sur les activités minières et est classé dans les impôts sur les résultats puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payable prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de l'exercice, ajustés pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, au besoin, en se fondant sur les montants qu'elle s'attend à devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif à l'état de la situation financière, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur

Flow-through shares

The Corporation finances some exploration expenditures through the issuance of flow-through shares. The Corporation renounced the resource expenditure deductions for income tax purposes to investors in accordance with the appropriate income tax legislation. The Corporation recognizes a deferred tax liability for flow-through shares and a deferred tax expense at the date the eligible expenditures are incurred. The difference between the quoted price of the common shares and the amount the investors pay for the shares (the "premium") calculated using the residual value is recognized as other liability which is reversed in the results as recovery of deferred income taxes when eligible expenditures have been made.

Income tax

Income tax expense (recovery) on profit or loss for the periods presented comprises current and deferred tax. Income tax is recognized in the consolidated statement of loss except to the extent that it relates to items recognized directly in other comprehensive income or in equity, in which case it is recognized in other comprehensive income or in equity, respectively.

Mining taxes represent Canadian provincial tax levied on mining operations and are classified as income tax since such taxes are based on a percentage of mining profits.

Current income tax expense is the expected tax payable on taxable income for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at year-end, adjusted for amendments to income tax payable with regard to previous years. Management periodically evaluates positions taken in income tax returns with respect to situations in which applicable tax regulation is subject to interpretation. It establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Deferred income tax is accounted for using the balance sheet liability method, providing for temporary differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

comptable dans les états financiers consolidés. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte pas le profit ou la perte comptable ou fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou de régler la valeur comptable prévue des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière et dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'impôt différé sera réalisé ou recouvré.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité imposable ou de différentes entités imposables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

Perte par action

Le calcul du résultat par action (« RPA ») est basé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le RPA de base est calculé en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Le calcul du RPA dilué suppose la conversion, l'exercice ou l'émission éventuelle de titres uniquement lorsque la conversion, l'exercice ou l'émission aurait un effet dilutif sur le RPA. La méthode des actions de trésorerie est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des bons de souscription, des options d'achat d'actions.

Lorsque la Société constate une perte, la perte nette par action ordinaire diluée est équivalente à la perte

the consolidated financial statements. Temporary differences are not provided for if they arise from the initial recognition of goodwill or the initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. The amount of deferred tax provided is based on the expected manner of realization or settlement of the carrying amount of assets and liabilities, using tax rates enacted or substantively enacted at the financial position reporting date and whose implementation is expected over the period during which the deferred tax is realized or recovered.

A deferred income tax asset is recognized only to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the asset can be utilized.

Deferred income tax assets and liabilities are presented as non-current and are offset when there is a legally enforceable right to offset current income tax assets against current income tax liabilities and when deferred income tax assets and liabilities relate to income tax levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

Loss per share

The calculation of earnings (loss) per share ("EPS") is based on the weighted average number of shares outstanding for each period. The basic EPS is calculated by dividing the profit or loss attributable to the equity owners of the Corporation by the weighted average number of common shares outstanding at the end of the period.

The computation of diluted EPS assumes the conversion, exercise or contingent issuance of securities only when such conversion, exercise or issuance would have a dilutive effect on the EPS. The treasury stock method is used to determine the dilutive effect of the warrants and share options.

When the Corporation reports a loss, the diluted net loss per common share is equal to the basic net

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

nette par action ordinaire de base en raison de l'effet anti-dilutif des bons de souscription et des options d'achat d'actions.

loss per common share due to the anti-dilutive effect of the outstanding warrants and stock options.

Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur, soit l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et la mise en valeur de propriétés minières, pétrolières et gazières. Toutes les activités de la Société sont menées dans la province de Québec, au Canada.

Segment disclosures

The Corporation currently operates in a single segment: the acquisition, exploration, evaluation and development of mining and oil and gas properties. All of the Corporation's activities are conducted in Quebec, Canada.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers consolidés de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle). La monnaie fonctionnelle de chacune des entités consolidées est le dollar canadien qui est aussi la monnaie de présentation.

Functional and presentation currency

Items included on the consolidated financial statements are measured using the currency of the primary economic environment in which the Corporation operates (the functional currency). The functional currency of each consolidated entity is the Canadian dollar, which is also the presentation currency.

4- Nouvelles normes comptables non encore en vigueur

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations des normes existantes et modifications qui ont été publiées mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1^{er} janvier 2017. Plusieurs de ces mises à jour ne s'appliquent pas à la Société et ne sont donc pas abordées dans les présentes.

4- New accounting standards not yet adopted

The Corporation has not yet adopted certain standards, interpretations to existing standards and amendments which have been issued but have an effective date of later than January 1, 2017. Many of these updates are not relevant to the Corporation and are therefore not discussed herein.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié la première phase d'IFRS 9 *Instruments financiers*. En novembre 2013, l'IASB a émis une nouvelle norme générale pour la comptabilité de couverture qui fait désormais partie d'IFRS 9. La version finale d'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014, et comporte une troisième catégorie d'évaluation des actifs financiers (à la juste valeur par le biais du résultat global) ainsi qu'un modèle unique d'évaluation des pertes de valeur prospectives basé sur la « perte attendue ».

IFRS 9, Financial Instruments

The IASB published the first phase of IFRS 9 in November 2009 and October 2010. In November 2013, the IASB issued a new general model for hedge accounting which is now covered by IFRS 9. The final version of IFRS 9 was published in July 2014. It contains a third classification for measurement of financial assets (at fair value through comprehensive income) and a single, forward-looking loss impairment model based on "expected loss".

Cette norme fait partie d'un projet plus étendu visant à remplacer IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). IFRS 9 remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation actuels pour les actifs et les passifs

This standard is part of a broader project to replace IAS 39, *Financial Instruments: Recognition and Measurement*. IFRS 9 replaces the current multiple classification and measurement models for financial assets and

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

financiers par un modèle unique qui ne comporte que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. Le choix du classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels associés à l'actif ou au passif financier. Elle introduit également de nouveaux changements s'appliquant aux passifs financiers et rapproche la comptabilité de couverture de la gestion du risque. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, bien que l'adoption anticipée soit permise. La direction évalue présentement l'incidence que cette norme aura sur ses états financiers consolidés.

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En 2016, l'IASB a publié les modifications finales d'IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (« IFRS 2 ») en relation avec le classement et l'évaluation des paiements fondés sur des actions. Les modifications apportées couvrent les sujets suivants : la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie; le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net pour la retenue d'obligations fiscales; la comptabilisation d'une modification des conditions qui fait en sorte qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres. Les sociétés sont tenues d'appliquer les modifications pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, de façon prospective. Cependant, l'application rétrospective est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que ces modifications auront sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat. IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de

financial liabilities with a single model that has three classifications: amortized cost, fair value through comprehensive income and fair value through profit or loss. The choice of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset or financial liability. IFRS 9 also introduces new changes for financial liabilities and links hedge accounting to risk management. The new standard applies to fiscal years beginning on or after January 1, 2018, although early adoption is permitted. Management is currently assessing the impact of this standard on its consolidated financial statements.

IFRS 2, Share base payment

In 2016, the IASB issued the final amendments to IFRS 2 *Share-based Payment* ("IFRS 2") in relation to the classification and measurement of share-based payment transactions. The amendments are intended to eliminate diversity in practice in three main areas: the effects of vesting conditions on the measurement of cash-settled share-based payments; the classification of a share-based payment transaction with net settlement features for withholding tax obligations; and the accounting where a modification to the terms and conditions of a share-based payment transaction changes its classification from cash-settled to equity-settled. The amendments are effective for annual periods beginning on or after January 1, 2018, with earlier adoption permitted. The amendments are to be applied prospectively. However, retrospective application is permitted if elected for all three amendments and other criteria are met. The extent of the impact of adoption of IFRS 2 has not yet been determined.

IFRS 16, Lease

In January 2016, IASB issued IFRS 16, "Leases", which specifies how an IFRS reporter will recognize, measure, present and disclose leases. The standard provides a single lessee accounting model, requiring lessees to recognise assets and liabilities for all leases unless the lease term is 12 months or less or the underlying asset has a low value. Lessors continue to classify leases as operating or finance, with IFRS 16's approach to

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

comptabilisation pour le preneur, sauf si le terme du contrat est de 12 mois ou moins ou si l'actif sous-jacent a peu de valeur. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1 janvier 2019. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers consolidés.

lessor accounting substantially unchanged from its predecessor, IAS 17. The standard will be mandatory for annual periods beginning on or after January 1, 2019. The extent or the impact of adoption of IFRS 16 has not been yet determined.

5- Estimations comptables, jugements et hypothèses significatifs

Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés être raisonnables dans les circonstances. La détermination d'estimations nécessite l'exercice du jugement basé sur diverses hypothèses ainsi que d'autres facteurs tels que l'expérience historique et les conditions économiques actuelles et prévues. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

5- Critical accounting estimates, judgments and assumptions

Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances. The determination of estimates requires the exercise of judgment based on various assumptions and other factors such as historical experience and current and expected economic conditions. Actual results could differ from those estimates.

Les jugements et les estimations de la direction pourraient affecter sensiblement les montants constatés dans les états financiers consolidés à l'égard des éléments suivants :

Areas of significant judgment and estimates affecting the amounts recognized in the consolidated financial statements include:

a) Dépréciation des actifs non financiers

L'évaluation de la valeur recouvrable en ce qui a trait aux actifs non financiers repose sur de nombreuses hypothèses et pourrait différer sensiblement de la valeur réelle des actifs en question. Les valeurs recouvrables sont basées, en partie, sur certains facteurs qui pourraient échapper en partie ou en entier au contrôle de la Société. Cette évaluation implique une comparaison des valeurs recouvrables aux valeurs comptables des actifs non financiers. Les estimations de la valeur recouvrable reposent sur de nombreuses hypothèses. Les estimations de la juste valeur pourraient différer des valeurs réelles, et ces écarts pourraient être significatifs et pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société et ses résultats d'exploitation. Les actifs sont analysés pour des indications de dépréciation à chaque date de l'état consolidé de la situation financière et lorsqu'il y a des indicateurs de dépréciation. Cette détermination implique une grande part de jugement. Les facteurs qui pourraient déclencher une analyse de dépréciation comprennent notamment, sans s'y limiter, une expiration du droit d'explorer dans la zone spécifique au cours de la période ou dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé;

a) Impairment of non-financial assets

The Corporation's evaluation of the recoverable amount with respect to the non-financial assets is based on numerous assumptions and may differ significantly from actual values. The recoverable amounts are based, in part, on certain factors that may be partially or totally outside of the Corporation's control. This evaluation involves a comparison of the estimated recoverable amounts of non-financial assets to their carrying values. The Corporation's estimates of the recoverable amounts are based on numerous assumptions. Those estimates may differ from actual recoverable amounts, and the differences may be significant and could have a material impact on the Corporation's financial position and results of operations. Assets are reviewed for an indication of impairment at each consolidated statement of financial position date and when an event or circumstance that could trigger impairment occurs. This determination requires significant judgment. Factors which could trigger an impairment review include, but are not limited to, an expiry of the right to explore in the specific area during the year or will expire in the near future, and is not expected to be renewed; substantive E&E expenditures in a specific area is neither

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

d'importantes dépenses d'E&E ultérieures dans une zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans une zone spécifique n'a pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable des actifs ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente de fortes tendances baissières dans l'industrie ou dans l'économie en général, une baisse importante du prix des métaux.

En 2016, les propriétés minières et gazières et leurs frais d'exploration reportés associés ont été dépréciés d'un montant de 9 069 \$ pour Rimouski, de 8 688 \$ pour Rimouski-Nord ainsi que de 608 \$ pour Lac Auger.

En 2015, les propriétés pétrolières et gazières et les frais d'exploration reportés associés ont été dépréciés de 16 293 \$ et de 43 799 \$ respectivement pour Rimouski et de 14 230 \$ et de 31 849 \$ respectivement pour Rimouski-Nord.

b) Comptabilisation des actifs d'impôt différé et évaluation de la charge d'impôt sur le résultat

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés puisse ne pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, elle constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et à partir duquel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état consolidé de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude.

budgeted nor planned; exploration for and evaluation of mineral or oil and gas resources in a specific area have not led to the discovery of commercially viable quantities of mineral or oil and gas resources, and the Corporation has decided to discontinue such activities in the specific area; or sufficient data exists to indicate that, although development in a specific area is likely to proceed, the carrying amount of the assets is unlikely to be recovered in full from successful development or by sale, significant negative industry or economic trends and significant drop in commodity prices.

In 2016, mining and oil and gas properties were impaired by \$9,069 for Rimouski, by \$8,688 Rimouski North and \$608 for Lac Auger.

In 2015, the oil and gas properties and their related deferred exploration expenses were impaired by \$16,293 and \$43,799 respectively for Rimouski and by \$14,230 and \$31,849 for Rimouski Nord.

b) Recognition of deferred income tax assets and measurement of income tax expense

Periodically, the Corporation evaluates the likelihood of whether some portion of the deferred tax assets will not be realized. Once the evaluation is completed, if the Corporation believes that it is probable that some portion of the deferred tax assets will fail to be realized, it records only the remaining portion for which it is probable that there will be available future taxable profit against which the temporary differences can be utilized. Assessing the recoverability of deferred income tax assets requires management to make significant judgment. To the extent that future cash flows and taxable income differ significantly from estimates, the ability of the Corporation to realize the net deferred tax assets recorded at the consolidated statement of financial position date could be impacted. Significant judgment is required in determining the income tax expense (recovery) as there are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

c) Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'E&E requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

c) Going concern

The assessment of the Corporation's ability to execute its strategy by funding future working capital requirements and E&E activities involves judgment. Estimates and assumptions are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

6- Trésorerie

6- Cash

	2016	2015	
	\$	\$	
Encaisse et soldes bancaires	<u>515 084</u>	<u>142 129</u>	Cash on hand and bank balances

7- Débiteurs et crédits d'impôt à recevoir

7- Accounts receivable and tax credits receivable

	2016	2015	
	\$	\$	
Débiteurs			Accounts receivable
Taxes à la consommation	(34 902)	3 998	Sales taxes
	<u>(34 902)</u>	<u>3 998</u>	
Crédits d'impôt à recevoir			Tax credits receivable
Crédits d'impôt remboursables et droits miniers	<u>26 402</u>	<u>5 966</u>	Refundable tax credits and mining duties

Les crédits d'impôt à recevoir sont classés comme actifs courants.

Tax credits receivable are classified as current assets.

Ressources X-Terra Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

Notes to consolidated financial statements

December 31, 2016 and 2015

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

8- Immobilisations corporelles**8- Property, plant and equipment**

	Équipement informatique / Computer equipment \$	Fourniture de bureau / Office furniture \$	Équipement d'exploration / Exploration equipment \$	Total \$	
Exercice terminé le 31 décembre 2015					Year ended December 31, 2015
Valeur comptable nette au début de l'exercice	1 588	2 495	1 592	5 675	Opening net book value
Amortissement	(476)	(499)	(478)	(1 453)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>1 112</u>	<u>1 996</u>	<u>1 114</u>	<u>4 222</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2015					As at December 31, 2015
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(12 763)	(5 612)	(6 686)	(25 061)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>1 112</u>	<u>1 996</u>	<u>1 114</u>	<u>4 222</u>	Net book value
Exercice terminé le 31 décembre 2016					Year ended December 31, 2016
Valeur comptable nette au début de l'exercice	1 112	1 996	1 114	4 222	Opening net book value
Amortissement	(334)	(399)	(334)	(1 067)	Depreciation
Valeur nette à la fin de l'exercice	<u>778</u>	<u>1 597</u>	<u>780</u>	<u>3 155</u>	Closing net book value
Au 31 décembre 2016					As at December 31, 2016
Coût	13 875	7 608	7 800	29 283	Cost
Amortissement cumulé	(13 097)	(6 011)	(7 020)	(26 128)	Accumulated depreciation
Valeur comptable nette	<u>778</u>	<u>1 597</u>	<u>780</u>	<u>3 155</u>	Net book value

Ressources X-Terra Inc.

Notes aux états financiers consolidés

31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

Notes to consolidated financial statements

December 31, 2016 and 2015

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

9- Propriétés minières, pétrolières et gazières

Toutes les propriétés minières, pétrolières et gazières sont situées au Canada.

9- Mining and oil and gas properties

All mining and oil and gas properties are located in Canada.

						2016	
Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2015 /		Dépréciation /	Solde au 31 décembre 2016 /	
			Balance as at December 31, 2015 \$	Acquisitions / Additions \$		Balance as at December 31, 2016 \$	Impairment \$
Lindsay	24	100	63 384	1 686	-	65 070	
Rimouski	2	50	-	9 069	(9 069)	-	
Rimouski-Nord / Rimouski North	2	50	-	8 688	(8 688)	-	
Troilus East	92	100	5 083	-	-	5 083	
Lac Auger	11	100	608	-	(608)	-	
Veronneau ⁽¹⁾	313	Option 60%	-	16 504	-	16 504	
			69 075	35 947	(18 365)	86 657	
						2015	
Propriété / Property	Nombre de titres / Number of claims	Intérêt indivis / Undivided interest %	Solde au 31 décembre 2014 /		Dépréciation /	Solde au 31 décembre 2015 /	
			Balance as at December 31, 2014 \$	Acquisitions / Additions \$		Dispositions / Disposals \$	Balance as at December 31, 2015 \$
Lindsay	24	100	63 384	-	-	63 384	
Rimouski	2	50	14 279	2 014	(16 293)	-	
Rimouski-Nord / Rimouski North	2	50	18 863	1 826	(6 459)	(14 230)	
Trois-Pistoles	-	50	40 593	-	(40 593)	-	
Troilus East	92	100	-	5 083	-	5 083	
Lac Auger	11	100	-	608	-	608	
			137 119	9 531	(47 052)	(30 523)	69 075

Ressources X-Terra Inc.

 Notes aux états financiers consolidés
 31 décembre 2016 et 2015

X-Terra Resources Inc.

 Notes to consolidated financial statements
 December 31, 2016 and 2015

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

10- Frais d'exploration reportés
10- Deferred exploration expenses

							2016
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 31, 2015 \$	Acquisitions / Additions \$	Crédits d'impôt / Tax credits \$	Dépréciation / Impairment \$	Solde au 31 décembre 2016 / Balance as at December 31, 2016 \$	
Lindsay	100	38 687	6 663	(2 249)	-	43 101	
Troilus East	100	637	48 698	(17 753)	-	31 582	
Veronneau ⁽¹⁾	100 and Option 60	-	15 058	(5 499)	-	9 559	
		39 324	70 419	(25 501)	-	84 242	

							2015
Propriété / Property	Intérêt indivis / Individed interest %	Solde au 31 décembre 2014 / Balance as at December 31, 2014 \$	Acquisitions / Additions \$	Crédits d'impôt / Tax credits \$	Dispositions / Disposal \$	Dépréciation / Impairment \$	Solde au 31 décembre 2015 / Balance as at December 31, 2015 \$
Lindsay	100	35 927	4 500	(1 740)	-	-	38 687
Rimouski	50	43 754	63	(18)	-	(43 799)	-
Rimouski-Nord / Rimouski North	50	46 305	-	-	(14 456)	(31 849)	-
Trois-Pistoles	50	3 026	125	(35)	(3 116)	-	-
Troilus East	100	-	1 002	(365)	-	-	637
		129 012	5 690	(2 158)	(17 572)	(75 648)	39 324

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

- 1) La propriété Veronneau se compose de 313 claims miniers. En novembre 2016, la Société a signé une lettre d'intention et en janvier 2017, la Société a conclu un contrat d'exploration et d'option avec un groupe de quatre prospecteurs (les «Optionnés»), selon lequel X-Terra a la possibilité d'acquérir jusqu'à 60% de participation indivise dans 234 claims miniers situés sur le territoire Eeyou Istchee/Baie-James, au Québec, en émettant un total de 5 000 000 d'actions ordinaires de X-Terra aux titulaires d'options sur une période de quatre ans, en effectuant des paiements globaux en espèces de 250 000 \$ sur une période de trois ans et en engageant des dépenses d'exploration minière de 3 500 000 \$ au total sur une période de quatre ans. Après avoir rempli tous les paiements mentionnés ci-dessus, X-Terra aura une participation de 60% dans les claims miniers et conclura une entente de participation de 60% - 40% avec les Optionnés. Selon le premier engagement, X-Terra a émis 1 250 000 actions aux Optionnés et leur a versé un montant de 100 000 \$ en février 2017.

Conformément à la convention d'exploration et d'option, X-Terra a conclu une convention de cession avec les Optionnés en vertu de laquelle X-Terra transfère et affecte aux Optionnés 75 claims miniers adjacents à la propriété Veronneau en contrepartie d'un paiement en espèces de 5 000 \$ par les Optionnés, lequel paiement sera réglé contre le dernier paiement en espèces à effectuer aux opérateurs en vertu du contrat d'exploration et d'option. Ces 75 claims miniers, ainsi que les 234 claims miniers déjà détenues par les Optionnés, sont assujetties au contrat d'exploration et d'option.

De plus, en novembre 2016, X-Terra a conclu une entente visant à acquérir une participation de 100% dans quatre claims miniers comprenant une partie de la propriété Veronneau. Conformément à la convention d'acquisition, X-Terra a acquis 100% de participation dans quatre claims miniers de deux prospecteurs (collectivement, les «Vendeurs»). En contrepartie de l'acquisition des claims miniers, X-Terra a versé un montant global de 10 000 \$ aux Vendeurs et a émis à chacun des vendeurs 75 000 actions ordinaires de X-Terra au prix réputé par action de 0,26 \$ le 17 février 2017. Toutes les claims miniers acquis par X-Terra sont assujetties à une redevance nette d'affinage de 2% en faveur des vendeurs. X-Terra peut, à tout moment, acheter 50% de la redevance des vendeurs pour 1 000 000 \$.

- 1) The Veronneau property is comprised of 313 mining claims. In November 2016, the Corporation signed a letter of intent and in January 2017, the Corporation entered into an exploration and option agreement with a group of four prospectors (the "Optionors"), pursuant to which X-Terra has an option to acquire up to a 60% undivided ownership interest in 234 mining claims located in the Eeyou Istchee/Baie-James territory, Québec, by issuing an aggregate of 5,000,000 common shares of X-Terra to the Optionors over a period of four years, by making cash payments to the Optionors in the aggregate amount of \$250,000 over a period of three years and by incurring mining exploration expenditures of \$3,500,000 in the aggregate over a period of four years. Upon completing all of the payments mentioned above, X-Terra will have a 60% ownership interest in the claims and will enter into a 60% - 40% joint venture agreement with the Optionors. As per the first commitment, X-Terra issued 1,250,000 shares to the Optionors and paid cash \$100,000 in February 2017.

Pursuant to the exploration and option agreement, X-Terra entered into an assignment agreement with the Optionors pursuant to which X-Terra shall transfer and assign to the Optionors 75 mining claims adjacent to the Veronneau property in consideration for a cash payment of \$5,000 by the Optionors, which payment will be set off against the last cash payment to be made to the Optionors pursuant to the exploration and option agreement. These 75 mining claims, together with 234 claims already owned by the Optionors are subject to the exploration and option agreement.

In addition, in November 2016, X-Terra has entered into an agreement to purchase a 100% interest in four mining claims comprising part of the Veronneau Property. Pursuant to the acquisition agreement, X-Terra acquired 100% ownership interest in four mining claims from two prospectors (collectively, the "Vendors"). In consideration for the acquisition of the mining claims, X-Terra paid an aggregate amount of \$10,000 to the Vendors and issued to each of the Vendors 75,000 common shares of X-Terra at a deemed price per share of \$0.26, on February 17, 2017. All the mining claims acquired by X-Terra are subject to a 2% net smelter return royalty in favor of the Vendors. X-Terra may, at any time, purchase 50% of the net smelter return royalty from the Vendors for \$1,000,000.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

11- Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Émissions d'actions

En 2016, 275 000 bons de souscription ont été exercés pour un montant reçu de 27 500 \$. Une juste valeur de 5 225 \$ de ces bons de souscription a été reclassée dans l'état de la situation financière de bons de souscription à capital-actions.

Le 16 novembre 2016, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 3 050 000 unités au prix de 0,15 \$ par unité, pour un produit brut global de 457 500 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 372 100 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 85 400 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur de l'échanger contre une action ordinaire en tout temps d'ici le 16 novembre 2018 au prix de 0,25 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,122 \$ et les demi bons de souscription à 0,028 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 120 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,66 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,25 \$ par action ordinaire. La Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 8 963 \$ (montant qui a été répartis au prorata des actions et des bons de souscription pour 7 260 \$ et 1 703 \$ respectivement).

Le 22 juillet 2016, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 2 333 333 unités au prix de 0,15 \$ par unité, pour un produit brut global de 350 000 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 278 400 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 71 600 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur de l'échanger contre une action ordinaire en tout temps d'ici le 22 juillet 2018 au prix de 0,25 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,1193 \$ et les demi bons de souscription à 0,0307 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité prévue de 132 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,58 %, une durée de

11- Share capital

Authorized

Unlimited common shares without par value

Share issuances

In 2016, 275,000 warrants were exercised for cash consideration received of \$27,500. A fair value of \$5,225 from these warrants has been reclassified on the balance sheet from warrants to share capital.

On November 16, 2016, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 3,050,000 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$457,500. This amount was allocated between common shares for an amount of \$372,100 and \$85,400 for warrants. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.25 at any time prior November 16, 2018. The common shares issued were valued at \$0.122 per share, and the warrants were valued at \$0.028 per half warrant using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 120%, a risk-free interest rate of 0.66%, an expected life of 24 months, and an exercise price of \$0.25 per common share. The Corporation incurred \$8,963 in fees and issue expenses (allocated between common shares for \$7,260 and warrants for \$1,703).

On July 22, 2016, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 2,333,333 units at a price of \$0.15 per unit for gross proceeds of \$350,000. This amount was allocated between common shares for an amount of \$278,400 and \$71,600 for warrants. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.25 at any time prior July 22, 2018. The common shares issued were valued at \$0.1193 per share, and the warrants were valued at \$0.0307 per half warrant using the Black-Scholes pricing model. The assumptions used were expected volatility of 132%, a risk-free interest rate of 0.58%, an expected life of 24 months, and an exercise price

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,25 \$ par action ordinaire. La Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 47 149 \$ (montant qui a été réparti au prorata des actions et des bons de souscription pour 37 494 \$ et 9 655 \$ respectivement). Un montant de 18 404 \$ est inclus dans ces frais d'émission (montant qui a été réparti au prorata des actions pour 14 631 \$ et des bons de souscriptions pour 3 773 \$) et représente la juste valeur des 85 600 options aux courtiers, soit 0,215 \$ chacun. Ce montant a été calculé à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes avec les hypothèses suivantes : une volatilité prévue de 132 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,58 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,15 \$ par action ordinaire.

Le 25 novembre 2015, la Société a clôturé un placement privé dans le cadre duquel la Société a émis un total de 3 400 000 unités au prix de 0,05 \$ par unité, pour un produit brut global de 170 000 \$, montant réparti entre les actions ordinaires pour un total de 137 700 \$ et les bons de souscriptions pour un total de 32 000 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription complet permet au porteur de l'échanger contre une action ordinaire en tout temps d'ici le 25 novembre 2017 au prix de 0,10 \$. Les actions ordinaires ont été évaluées à 0,0405 et les demi bon de souscription à 0,0095 \$ à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les hypothèses utilisées sont une volatilité de 129 %, un taux d'intérêt sans risque de 0,59 %, une durée de vie estimative de 24 mois et un prix d'exercice de 0,10 \$ par action ordinaire. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 11 130 \$, qui ont été répartis au prorata des actions et des bons de souscriptions pour 9 015 \$ et 2 115 \$ respectivement.

of \$0.25 per common share. The Corporation incurred \$47,149 in fees and issue expenses (allocated between common shares for \$37,494 and warrants for \$9,655). An amount of \$18,404 is included in these issue expenses (allocated between common shares for \$14,631 and warrants for \$3,773) and represents the fair value of 85,600 broker options (\$0.215 each). This amount was calculated using the Black-Scholes pricing model using the following assumptions: expected volatility of 132%, risk-free interest rate of 0.58%, expected life of 24 months and an exercise price of \$0.15 per common share.

On November 25, 2015, the Corporation completed a private placement whereby the Corporation issued 3,400,000 units at a price of \$0.05 per unit for gross proceeds of \$170,000, allocated between \$137,700 for common shares and \$32,300 for warrants. Each unit is comprised of one common share and one-half of a common share purchase warrant. Each whole warrant entitles the holder to purchase one common share at a price of \$0.10 at any time prior November 25, 2017. The common shares issued were valued at \$0.0405 per share, and the warrants were valued at \$0.0095 per half warrant using the Black-Scholes option pricing model. The assumptions used were expected volatility of 129%, a risk-free interest rate of 0.59%, an expected life of 24 months, and an exercise price of \$0.10 per common share. The Corporation incurred \$11,130 in fees and issue expenses in connection with the financing, that were allocated between common shares for \$9,015 and warrants for \$2,115.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des bons de souscription de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's warrants outstanding:

	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 / For the year ended December 31, 2015	
	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre de bons de souscription / Number of warrants	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
Bons de souscription / Warrants				
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	1 700 000	0,10	-	-
Exercés / Exercised	(275 000)	0,10		
Octroyés / Granted	2 691 666	0,25	1 700 000	0,10
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	4 116 666	0,20	1 700 000	0,10
Exerçables / Exercisable	4 116 666	0,20	1 700 000	0,10

L'information relative aux bons de souscription en circulation et exerçables octroyés au 31 décembre 2016 se détaille comme suit :

Information relating to warrants outstanding and exercisable as at December 31, 2016 is as follows:

Nombre de bons de souscription en circulation et exerçables / Number of warrants outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
1 425 000	0,9 ans / years	0,10
1 166 666	1,58 ans / years	0,25
1 525 000	1,58 ans / years	0,25
4 116 666		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations options aux courtiers de la Société en circulation :

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's broker options outstanding:

Options aux courtiers / Broker options	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 / For the year ended December 31, 2015	
	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	-	-	-	-
Octroyés / Granted	85 600	0,15	-	-
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	85 600	0,15	-	-
Exerçables / Exercisable	85 600	0,15	-	-

L'information relative aux options aux courtiers en circulation et exerçables octroyés au 31 décembre 2016 se détaille comme suit :

Information relating to broker options outstanding and exercisable as at December 31, 2016 is as follows:

Nombre d'options aux courtiers en circulation et exerçables / Number of broker options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
85 600	1,58 ans / years	0,15
85 600		

12- Options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime d'options »), autorisant l'octroi d'options d'achat d'actions à ses employés, aux dirigeants et administrateurs et à des consultants pour acheter un maximum de 10 % du nombre d'actions en circulation de la Société à la date d'attribution. En vertu du régime d'options, la durée ne peut pas excéder dix ans suivant la date d'attribution.

En 2016, la Société a octroyé un total de 400 000 options d'achat d'actions à des administrateurs de

12- Share purchase options

The Corporation has a share option plan (the "Option Plan"), authorizing the granting of stock options to employees, officers and directors and consultants to purchase a total maximum of 10% of the number of outstanding shares of the Corporation at the date of grant. Under the Option Plan, the term of stock options granted may not exceed ten years following the date of grant.

In 2016, the Corporation granted a total of 400,000 stock options to directors of the

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

la Société, pouvant être exercées à 0,20 \$ l'action. Les options ont été acquises à la date d'octroi. Ces options expireront au dixième anniversaire du jour de leur émission. La juste valeur des options octroyées est de 0,183 \$ l'action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 73 200 \$. Le cours de l'action de la Société était égal au prix d'exercice à la date d'octroi déterminée par le prix de clôture du jour précédent. La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation Black & Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes : prix de l'action de 0,19 \$, durée de vie prévue de 10 ans, taux d'intérêt sans risque de 1,08 %, volatilité prévue de 133 %, prix d'exercice de 0,20 \$ et aucun dividende prévu.

En 2015, la Société a octroyé un total de 50 000 options d'achat d'actions à des directeurs de la Société, qui pouvant être exercées à 0,11 \$ par action. Les options ont été acquises à la date d'octroi. Ces options expireront au dixième anniversaire du jour de leur émission. La juste valeur des options octroyées est de 0,093 \$ par action pour une charge totale de rémunération à base d'actions de 4 650 \$. Le cours de l'action de la Société était inférieur au prix d'exercice à la date d'octroi déterminée par le prix de clôture du jour précédent.

Le tableau suivant résume l'information concernant les variations des options d'achat d'actions de la Société en circulation :

Corporation, which are exercisable at \$0.20 per share. Options vested at the grant date. These options will expire on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of options awarded is \$0.183 per share for a total share-based compensation expense of \$73,200. The market price of the Corporation's share was equal to the exercise price at the grant date determined on the previous day's closing price. The fair value attributed of share purchase options granted is estimated at the grant date based on the Black & Scholes pricing model, using the following weighted average assumptions: share price of \$0.19, expected life of 10 years, risk-free interest rate of 1.08%, expected volatility of 133%, exercise price of \$0.20 and no expected dividend.

In 2015, the Corporation granted a total of 50,000 stock options to directors of the Corporation, which are exercisable at \$0.11 per share. Options vested at the grant date. These options will expire on the tenth anniversary of their day of issuance. The fair value of options awarded is \$0.093 per share for a total share-based compensation expense of \$4,650. The market price of the Corporation's share was lower to the exercise price at the grant date determined on the previous day's closing price.

The following table summarizes information about the movement of the Corporation's share options outstanding:

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 / For the year ended December 31, 2016		Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 / For the year ended December 31, 2015	
Options	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$	Nombre d'options / Number of options	Prix de levée moyen pondéré / Weighted average exercise price \$
En circulation – Début de l'exercice / Outstanding – Beginning of year	550 000	0,11	550 000	0,11
Octroyées / Granted	400 000		50 000	0,11
Expirées / Expired	-	0,20	(50 000)	0,11
En circulation – Fin de l'exercice / Outstanding – End of year	950 000	0,15	550 000	0,11
Exerçables / Exercisable	950 000	0,15	550 000	0,11

Aucune option d'achat d'actions n'a été exercée pour les exercices terminés le 31 décembre 2016 et 2015.

No stock options were exercised for the years ended December 31, 2016 and 2015.

L'information relative aux options en circulation et exerçables octroyées aux administrateurs et dirigeants au 31 décembre 2016 et 2015 se détaille comme suit :

Information relating to options outstanding and exercisable granted to directors and officers as at December 31, 2016 and 2015 is as follows:

Au 31 décembre 2016 / As of December 31, 2016:

Nombre d'options en circulation et exerçables / Number of options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
500 000	7,88 ans / years	0,11
50 000	8,63 ans / years	0,11
400 000	9,5 ans / years	0,20
950 000		

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Au 31 décembre 2015 / As of December 31, 2015:

Nombre d'options en circulation et exerçables / Number of options outstanding and exercisable	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée / Weighted average remaining contractual life	Prix de levée / Exercise price \$
500 000	8,88 ans / years	0,11
50 000	9,63 ans / years	0,11
550 000		

La juste valeur des options à la date d'octroi en 2016 a été estimée à 73 200 \$ et la juste valeur des options à la date d'octroi en 2015 a été estimée à 4 650 \$ selon le modèle d'évaluation Black-Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

The fair value of options at the time of grant in 2016 was estimated at \$73,200 and the fair value of options in 2015 was estimated at \$4,650 based on the Black-Scholes option pricing model, using the following weighted average assumptions:

	2016	2015
Durée de vie prévue / Expected life	10 ans / years	10 ans / years
Prix de l'action / Share price	0,19 \$	0,11 \$
Taux d'intérêt sans risque / Risk-free interest rate	1,08 %	1,59 %
Volatilité prévue / Expected volatility	133 %	143 %
Dividende prévu / Expected dividend yield	Nul / Nil	Nul / Nil
Taux de renonciation prévu / Expected forfeiture rate	0 %	0 %

15- Transactions entre parties liées et rémunération des principaux dirigeants

Transactions entre parties liées

Les opérations entre parties liées ont eu lieu dans le cours normal des activités. Sauf indication contraire, les transactions suivantes sont incluses dans les états consolidés de la perte :

	2016 \$	2015 \$
Directeurs ou une société détenue par des dirigeants		
Honoraires de consultants	51 652	86 760
Loyer	24 000	24 000

Au 31 décembre 2016, le solde dû aux parties liées est de 13 006 \$ (2 300 \$ au 31 décembre 2015). Ce montant est sujet aux mêmes conditions que ceux des non-apparentés.

15- Related party transactions and compensation of key management

Related party transactions

Related party transactions occurred in the normal course of business. Unless indicated otherwise, the following transactions are included in the consolidated statements of loss:

	2016 \$	2015 \$
Officers or a company held by officers		
Consulting fees	86 760	86 760
Rent	24 000	24 000

As at December 31, 2016, the balance due to related parties amounts to \$13,006 (2015 – \$2,300). This amount is subject to the same conditions as those of non-related parties.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Rémunération des principaux dirigeants

La Société a une entente de service avec une partie liée pour obtenir des services de gestion, incluant les hauts dirigeants. En raison de l'entente de service, la Société n'a pas de salaires et de charges sociales à payer.

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction. La rémunération versée ou payable aux principaux dirigeants est présentée ci-dessous :

	2016	2015
	\$	\$
Services des principaux dirigeants et frais des administrateurs	49 552	67 320
Dépense de rémunération à base d'actions	73 200	4 650
	<u>122 752</u>	<u>71 970</u>

Compensation of key management

The Corporation has a service agreement with a related party to provide management services to the Corporation, including senior executives. Because of the service agreement, the Corporation has no employee benefits expense.

Key management includes directors and officers. The compensation paid or payable to key management is presented below:

Key management services and directors' fees
Share-based compensation expense

14- Impôts sur le résultat

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit obtenu en multipliant la perte comptable par le taux d'imposition canadien s'appliquant à la Société :

	2016	2014
	\$	\$
Taux d'imposition statutaire	<u>26,9%</u>	<u>26,9 %</u>
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	(114 194)	(105 445)
Actifs d'impôts différés non reconnus	101 916	103 718
Dépenses non déductibles	20 453	2 314
Autres	<u>(8 175)</u>	<u>(587)</u>
Dépense d'impôts différés	<u>-</u>	<u>-</u>

14- Income tax

A reconciliation between income tax expense and the product of accounting loss multiplied by the Corporation's domestic tax rate is as follows:

Statutory tax rate
Tax benefit of statutory tax rate
Tax effect of unrecognized deferred income tax asset
Non-deductible expenses
Other
Deferred income tax expense

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Les avantages fiscaux liés aux écarts temporaires ci-après n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés :

The tax benefits of the following temporary differences have not been recognized in the consolidated financial statements:

	2016 \$	2015 \$	
Pertes autres qu'en capital	184 339	83 550	Non-capital loss
Frais d'émission d'action	15 845	4 009	Share issue expenses
Dépenses en capital	1 719	2 018	Capital expenses
Actifs d'exploration	59 028	54 343	Exploration assets
	<u>260 931</u>	<u>143 920</u>	
Actifs nets d'impôts différés			Net deferred income tax assets

Au 31 décembre 2016, la valeur fiscale des actifs d'exploration totalisait 395 599 \$ (309 924 \$ au 31 décembre 2015). La différence entre la valeur fiscale et la valeur comptables est principalement due à la radiation de certains actifs d'exploration.

As at December 31, 2016, the tax base of the exploration assets totalled \$395,599 (2015 - \$309,924). The difference between the tax base and the amount capitalized is due mainly to the fact that certain exploration assets were impaired.

Au 31 décembre 2016, la Société avait des pertes autres qu'en capital au fédéral d'environ 655 841 et des pertes autres qu'en capital provincial d'environ 745 501 \$ (310 818 \$ et 310 818 respectivement au 31 décembre 2015) qui pourront être utilisées afin de réduire les impôts sur les résultats et ce, avant 2036.

As at December 31, 2016, the Corporation had accumulated federal non-capital losses of \$655,841 and accumulated provincial non-capital losses of \$747,501 for tax purposes (2015 - \$310,818 for federal and \$310,818 for provincial) which can be used to reduce taxable income before 2036.

La Société est assujettie aux impôts fédéral et provincial sur le revenu, ainsi qu'à l'impôt minier provincial. Les lois fiscales sont complexes et sont sujettes à diverses interprétations. La Société a déterminé sa charge d'impôt en fonction des interprétations des lois fiscales qui, à son avis, reflètent l'issue la plus probable. Toutefois, elle pourrait devoir modifier sa charge d'impôt si les autorités fiscales étaient ultimement en désaccord avec son interprétation des lois fiscales.

The Corporation is subject to federal and provincial income taxes and provincial mining taxes. Tax laws are complex and can be subject to different interpretations. The Corporation has prepared its tax provision based on the interpretations of tax laws which it believes represent the probable outcome. The Corporation may be required to change its provision for income tax if the tax authorities ultimately are not in agreement with the Corporation's interpretation.

15- Facteurs de risques financiers

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités et de ses investissements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, aux fins de spéculation. L'exposition de la Société aux principaux risques financiers et ses politiques financières en la matière sont décrits ci-après.

15- Financial risk factors

The Corporation is exposed to various financial risks resulting from both its operations and its investment activities. The Corporation's management manages financial risks. The Corporation does not enter into financial instrument agreements, including derivative financial instruments, for speculative purposes. The main financial risks to which the Corporation is exposed are detailed below.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses obligations financières à mesure que celles-ci viennent à échéance. Tel qu'il est mentionné à la note 1, le niveau de liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir l'effet négatif de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement. Au 31 décembre 2016, la Société disposait d'une trésorerie de 515 084 \$ (142 129 \$ au 31 décembre 2015) pour régler ses passifs courants de 59 392 \$ (17 858 \$ au 31 décembre 2015). Toutes les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 30 jours et sont soumises aux conditions normales du marché. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien du niveau de liquidité.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à un risque de crédit par la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs. Les débiteurs comprennent principalement des taxes à la consommation réclamées au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. La Société réduit le risque de crédit en maintenant la trésorerie dans une banque à charte canadienne.

La valeur comptable représente l'exposition maximale au risque de crédit de la Société associée à la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi qu'aux débiteurs.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not have sufficient cash resources to meet its financial obligations as they come due. As further mentioned in note 1, the Corporation's liquidity and operating results may be adversely affected if the Corporation's access to the capital market is hindered, whether as a result of a downturn in stock market conditions generally or related to matters specific to the Corporation. The Corporation has historically generated cash flows primarily from its financing activities. As at December 31, 2016, the Corporation had cash amounting to \$515,084 (2015 – \$142,129) to settle current liabilities of \$59,392 (2015 – \$17,858). All of the Corporation's financial liabilities have contractual maturities of less than 30 days and are subject to normal trade terms. The Corporation regularly evaluates its cash position to ensure preservation and security of capital as well as maintenance of liquidity.

Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The Corporation is subject to concentrations of credit risk through cash and cash equivalents and accounts receivable. Accounts receivable consist mainly of goods and services tax due from the federal government and provincial sales tax. The Corporation reduces its credit risk by maintaining its cash with a Canadian chartered bank.

The carrying amount representing the maximum credit exposure of the Corporation for cash and cash equivalents and accounts receivable.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt pour la Société provient principalement de la trésorerie.

Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt, car ils ne portent pas intérêt. La Société n'utilise aucun dérivé pour atténuer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date des états de la situation financière, en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 31 décembre 2016, sont composés de la trésorerie et des créditeurs et frais courus. La juste valeur de ces instruments financiers correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ainsi que des taux actuels sur le marché.

Hiérarchie de la juste valeur

Instruments financiers de niveau 1

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cours cotés sur des marchés boursiers reconnus à la date de la situation financière. Le cours coté du marché utilisé pour les actifs financiers détenus par la Société est le dernier prix de transaction. Aux 31 décembre 2016 et 2015, aucun instrument n'est considéré comme étant de niveau 1.

Market risk

Market risk is the risk of loss that may arise from changes in market factors such as market price and interest rates.

Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation's interest rate risk is primarily related to cash.

Other financial assets and financial liabilities are not exposed to interest rate risk because they are non-interest bearing. The Corporation does not use derivatives to mitigate its exposure to interest rate risk.

Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position dates, based on relevant market information and other information about financial instruments.

The Corporation's financial instruments as at December 31, 2016 consist of cash and accounts payable and accrued liabilities. The fair value of these financial instruments approximates their carrying value due to their relatively short periods to maturity and current market rates.

Fair value hierarchy

Financial instruments in Level 1

The fair value of financial instruments traded in active markets is based on quoted market prices on a recognized securities exchange at the statement of financial position dates. The quoted market price used for financial assets held by the Corporation is the last transaction price. As at December 31, 2016 and 2015, there is no instrument included in Level 1.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

Instruments financiers de niveau 2 et 3

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation.

Ces techniques d'évaluation maximisent l'utilisation de données de marché observables lorsqu'elles sont disponibles et se fient le moins possible aux estimations spécifiques de la Société. Si toutes les données importantes requises pour évaluer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est considéré comme étant de niveau 2. Si une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données de marché observables, alors l'instrument est considéré comme étant de niveau 3.

Aux 31 décembre 2016 et 2015, il n'y a aucun instrument financier de niveau 2 et 3.

Financial instruments in Level 2 and 3

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market is determined by using valuation techniques.

These valuation techniques maximize the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on the Corporation's specific estimates. If all significant inputs required to measure the fair value of an instrument are observable, the instrument is included in Level 2. If one or more of the significant inputs are not based on observable market data, the instrument is included in Level 3.

As at December 31 2016 and 2015, there are no Level 2 and 3 financial instruments.

16- Politiques et procédures de gestion du capital

Les objectifs de la Société en ce qui a trait à la gestion du capital sont d'assurer que la Société soit capable de poursuivre ses opérations, incluant l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières, pétrolières et gazières.

La Société considère les capitaux propres, totalisant 693 495 \$ au 31 décembre 2016 (247 516 \$ au 31 décembre 2015), comme son capital.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements pour s'assurer que ses liquidités sont suffisantes pour poursuivre ses activités d'E&E sur ses propriétés minières, pétrolières et gazières. Par conséquent, si nécessaire, elle tentera d'obtenir des capitaux supplémentaires au moyen des marchés boursiers.

Il n'y a eu aucun changement important dans l'approche de gestion du capital de la Société pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2016. La Société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposé de l'extérieur, sauf lorsqu'elle conclut un placement en actions accréditatives pour lequel le montant doit être utilisé aux fins de dépenses d'E&E. Les changements dans le capital sont présentés dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

16- Capital management policies and procedures

The Corporation's capital management objectives are to preserve its ability to continue as a going concern and to pursue its operations, including the acquisition and exploration and evaluation of mining and oil and gas properties.

The Corporation considers equity, which totals \$693,495 as at December 31, 2016 (December 31, 2015 – \$247,516), as its capital.

The Corporation manages its capital structure on a going concern basis and makes adjustments to ensure that sufficient liquidity is available to pursue its mining and oil and gas property E&E activities. Accordingly, as necessary, it will attempt to obtain additional capital through equity markets.

There were no significant changes in the Corporation's approach to capital management during the year ended December 31, 2016. The Corporation does not have any externally imposed capital requirements or regulatory or contractual requirements to which it is subject, unless the Corporation closes a flow-through private placement, in which case the funds are restricted in use for E&E expenses. Changes in capital are presented in the consolidated statement of changes in equity.

(en dollars canadiens)

(in Canadian dollars)

17- Évènements subséquents

En janvier 2017, le conseil d'administration de la Société a octroyé un total de 200 000 options d'achat d'actions à deux administrateurs. Le prix de levée de ces options est de 0,245 \$ et elles expirent le 18 janvier 2027. Ces options ont été octroyées selon le régime d'options de la Société.

En février 2017, X-Terra a conclu une entente pour acquérir la propriété Cobalt Lake Copper, situé à 204 kilomètres au nord-est de la ville de Chibougamau, dans le territoire d'Eeyou Istchee / Bay James, au Québec. Afin d'acquérir la propriété, X-Terra a conclu un contrat d'achat d'actions pour l'ensemble des actions émises et en circulation d'une société privée dont le seul actif est la propriété. X-Terra a acquis les actions d'un vendeur pour un paiement en espèces de 10 000 \$ et l'émission de 1 100 000 actions ordinaires de X-Terra. Dans le cadre de l'acquisition, X-Terra a émis 100 000 actions ordinaires à un intermédiaire pour l'acquisition.

17- Subsequent events

In January 2017, the Corporation's Board of Directors granted an aggregate of 200,000 stock options to two of the Corporation's director. The exercise price of the options is \$0.245 and the options expire on January 18, 2027. The options were granted pursuant to the Corporation's Option Plan.

In February 2017, X-Terra entered into an agreement to acquire the Cobalt Lake Property located 204 kilometres northeast of the city of Chibougamau in the Eeyou Istchee/James Bay territory in the Province of Québec. In order to acquire the Property, X-Terra entered into a share purchase agreement for all of the issued and outstanding shares of a private corporation whose sole asset is the Cobalt Lake Copper/Cobalt Property. X-Terra acquired the shares from one vendor for a cash payment of \$10,000 and the issuance of 1,100,000 common shares of X-Terra. In connection with the acquisition, X-Terra issued 100,000 common shares to a person, who acted as finder for the acquisition.